



**Driss Lachguar devant les militants de l'USFP à Tinghir**  
*Les idées et les valeurs qui nous animent au sein de l'USFP trouvent écho dans le modèle de développement présenté à S.M le Roi*

Page 2

www.libe.ma

# Libération

Directeur de Publication et de la Rédaction : **Mohamed Benarbia**

Prix: 4 DH

N°: 9331

Mardi 1<sup>er</sup> Juin 2021

## La justice pour sauver ce qui peut encore l'être

*Viols, meurtres, torture, terrorisme... autant de crimes dont doit répondre Brahim Ghali alias Benbatouche*

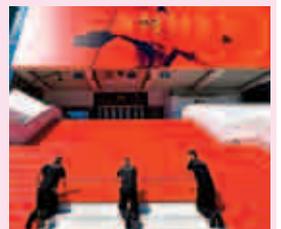


**Solide reprise du commerce mondial des marchandises**  
*L'activité continue de se redresser en 2021*



Page 10

**Retour du Festival de Cannes, avec une sélection qui s'annonce faste**



Page 12

**Chassé-croisé en tête du championnat**  
**Le Raja ravit le fauteuil de leader au WAC**



Page 23



**Maître Abdelkbir Tabih met les points sur les i**  
*Brahim Ghali est de facto un migrant irrégulier en Espagne*

Pages 3,4 et 5

## Driss Lachguar devant les militants de l'USFP à Tinghir

### *Les idées et les valeurs qui nous animent au sein de l'USFP trouvent écho dans le modèle de développement présenté à S.M le Roi*



Le Premier secrétaire de l'USFP, Driss Lachguar, a affirmé dimanche à Tinghir que «le mémorandum du parti sur le nouveau modèle de développement comprenait des réformes institutionnelles en relation avec la démocratie et les droits de l'Homme, des réformes économiques et sociales, ainsi que des réformes sociétales dans lesquelles nous avons soulevé les questions de l'éducation et des langues».

Dans une rencontre avec les militants et les responsables du parti à Tinghir, le dirigeant itihadi a souligné que l'USFP a défendu dans son mémorandum l'édification d'un Etat fort et juste et d'une société moderniste solidaire, ce qui apparaît clairement dans les recommandations du rapport concernant le nouveau modèle de développement, tout en précisant que «les idées et les valeurs qui nous animent au sein de l'USFP trouvent écho dans le modèle de développement que le président de la Commission a présenté à S.M le Roi».

Driss Lachguar a précisé que «Chakib Benmoussa se réunira ce mercredi avec la

direction de l'USFP au siège central du parti à Rabat, et nous lui demanderons de fournir des éclaircissements et informations nécessaires sur des questions encore ambiguës».

Le dirigeant socialiste a appelé à relever le niveau de l'école publique et à la défendre en particulier dans les régions marginalisées, rappelant que les professeurs ont joué un rôle essentiel dans le maintien du niveau de l'école publique et dans la production des cadres supérieurs. «Il faut faire la comparaison pour se rendre compte que les étudiants de ces régions obtiennent les meilleures notes dans les grandes écoles et les instituts supérieurs».

Par ailleurs, il a réitéré son appel pour une nouvelle alternance à horizon social et en vue de surmonter tous les dysfonctionnements causés par 10 ans de gestion gouvernementale du PJD.

Il a évoqué que ce qui s'est passé au Parlement lors du vote sur le projet de loi relatif à la légalisation du cannabis soulève beaucoup d'interrogations. Le chef du gouvernement et les ministres appartenant

au PJD ont approuvé ce projet de loi, tandis que le groupe du parti à la Chambre des représentants s'y est opposé, ajoutant que cela atteste que "les membres de ce parti règlent leurs différends et problèmes internes au détriment des intérêts de la nation et du pays».

A cet égard, le Premier secrétaire de l'USFP a souligné que ledit projet de loi vise à réaliser le développement économique et social des régions concernées, à élever le niveau des revenus des familles et à augmenter les revenus de l'Etat, en particulier dans cette circonstance liée à la crise sanitaire de Covid-19.

D'autre part, le dirigeant itihadi a critiqué l'Espagne qui a accepté de manigancer avec le régime militaire algérien pour que le chef du Polisario soit hospitalisé en catimini et sous une fausse identité dans un hôpital espagnol.

«L'Espagne, qui prétend que le Maroc ne l'a pas aidé dans la lutte contre l'immigration irrégulière, est en fait celle qui a secrètement accueilli Brahim Ghali, malgré les plaintes pour torture, viol et génocide déposées contre lui (en Espagne)», a martelé Driss Lachguar. Et d'ajouter : «Avec la solidarité, la cohésion pour la défense de notre pays, nous avons pu tenir tête à l'Espagne et à l'Allemagne et leur dire ça suffit».

Par ailleurs, il a également mis l'accent sur le dynamisme que l'USFP connaît à tous les niveaux national, régional et local, soulignant que «l'organisation dans la région de Tinghir est un modèle à suivre» et ajoutant que les Itihadis doivent travailler d'arrache-pied pour gagner le pari des prochaines échéances électorales, en vue de mettre en œuvre un modèle de développement répondant aux aspirations de la population au niveau local et régional.

Il y a lieu de signaler que Driss Lachguar a présidé dimanche dernier la cérémonie d'inauguration du nouveau siège du parti à Goulmima dans la région de Draâ-Tafilalet.

H.T

“

*La position des députés du PJD concernant la légalisation du cannabis montre à quel point les membres de ce parti règlent leurs différends internes au détriment des intérêts du pays*

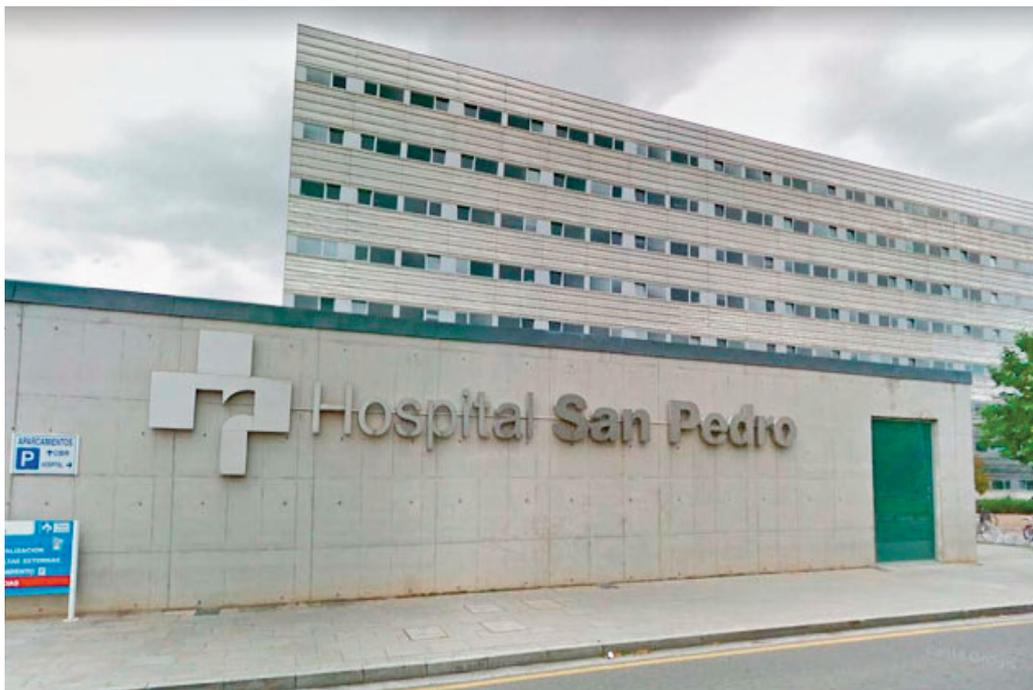
“

*Pour une nouvelle alternance à horizon social en vue de surmonter tous les dysfonctionnements causés par 10 ans de gestion gouvernementale du PJD*



# La justice pour sauver ce qui peut encore l'être

Viols, meurtres, torture, terrorisme... autant de crimes dont doit répondre Brahim Ghali alias Benbatouche



Comme prévu, le chef des pantins du Polisario, Brahim Ghali, comparaitra, aujourd'hui par visioconférence, devant la justice espagnole après que celle-ci a estimé que son état de santé l'empêchait de se rendre dans la capitale espagnole pour répondre des crimes abjects qu'il a commis.

Sa comparution constitue, à n'en pas douter, un camouflet pour le régime algérien qui a manigancé avec le gouvernement espagnol pour qu'il puisse échapper à la justice espagnole lui dont le bras droit, Salem Labsir, a déclaré récemment à un média espagnol, à savoir OK Diario, que « dès que Brahim Ghali aura récupéré, ce qui se fera dans 10 jours, il quittera le pays. Il ne comparaitra pas devant le juge ».

Cette comparution pourrait également constituer une victoire, même symbolique, pour ses victimes qui ont déposé des plaintes à son encontre en espérant que justice leur soit rendue.

Il y a lieu de signaler que le juge Santiago Pedraz avait préalablement ordonné à la police judiciaire espagnole de se rendre au chevet du chef des séparatistes afin de rédiger un rapport sur son état de santé et de s'assurer de la possibilité de le faire comparaître devant le juge de l'Audience nationale de Madrid, avant de charger le juge de La Rioja de superviser son audition par vi-

sioconférence, depuis l'hôpital de Logroño. Brahim Ghali devrait répondre de deux affaires distinctes.

La première a trait à la plainte déposée en août 2020, par Fadel Breika qui a été enlevé, emprisonné et torturé par les milices du Polisario dans les camps de Tindouf. Dans cette affaire, d'autres dirigeants séparatistes sont également impliqués, à savoir Sidahmed El Bellal Hedda, Gali Sidi-Mohamed Adelyelil et Bachir Sayed, Mohamed El Khalil et Mohamed Salec Abdesamad.

Quant à la deuxième plainte, elle a été déposée par l'Association sahraouie pour la défense des droits de l'Homme dans laquelle celle-ci accuse Brahim Ghali de « crimes de meurtre, de détention illégale, de terrorisme et de torture ». Cette affaire dont l'examen a été reporté l'année dernière, étant donné l'impossibilité d'interroger l'accusé pour cause de non présence sur le territoire espagnol, a été rouverte vu la présence du chef des séparatistes à Logroño. Sa défense a été confiée par ses mentors algériens à un avocat, Manuel Ollé Sesé, connu pour son hostilité viscérale envers le Maroc et son intégrité territoriale.

Une désignation qui a été finalisée après que le juge d'instruction a décidé que si Brahim Ghali ne nommait pas d'avocat, un défenseur public lui sera imposé d'office.

Pour rappel, Manuel Ollé Sesé, pénaliste

qui possède depuis 1988 un cabinet d'avocats ayant pignon sur rue à Madrid, s'était rendu à Tindouf en 2006, pour soi-disant recueillir des preuves à charge contre le Maroc.

La question qui s'impose actuellement est la suivante : la comparution de Brahim Ghali devant la justice espagnole permettra-t-elle de désamorcer la crise entre Rabat et Madrid et de mettre fin à la connivence entre le gouvernement de Pedro Sanchez et le régime militaire algérien ?

Quelle que soit la réponse à cette question, le mal est déjà fait et les relations de bon voisinage et, essentiellement, de confiance entre le Maroc et l'Espagne sont profondément entamées.

Pis encore, l'Espagne a dévoilé son vrai visage colonialiste comme le prouvent les déclarations et les prises de positions de certains de ses responsables gouvernementaux, leaders politiques et médias. Notamment le parti d'extrême droite, Vox, qui ne cesse de débiter ses inepties. Il a, en effet, appelé le gouvernement espagnol à annuler l'Opération transit du Détroit, à supprimer toutes les subventions accordées au Maroc et à annuler l'octroi de visas à tous les citoyens marocains jusqu'à ce que le Royaume « réadmette ses migrants illégaux », selon une dépêche d'Europa Press.

T. Mourad- A. El-Katab

## De l'eau dans le gaz

« Les Etats n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts », disait Charles de Gaulle. Une affirmation qui a pris du relief depuis le déclenchement de la crise qui a gravement obéré les relations maroco-espagnoles suite à l'accueil par Madrid, en secret et sous une fausse identité, de Brahim Ghali.

Nombre d'arguments ont été avancés par les officiels et les médias pour expliquer ce qui est advenu.

Il en est un qui n'a pas encore été mis en lumière pour mieux appréhender pourquoi Madrid a mis de l'eau dans son gaz et sacrifié la qualité de ses relations avec Rabat sur l'autel de ses intérêts immédiats.

Cette explication tient en fort peu de mots, voire en un seul : le GPL.

En effet, l'Algérie est un gros pourvoyeur de l'Espagne en gaz.

En avril dernier, la péninsule ibérique est arrivée en seconde position après l'Italie, avec des importations s'élevant à 4,3 milliards de mètres cubes de gaz, soit une augmentation de 122% par rapport au premier trimestre de l'année précédente.

La Sonatrach a ainsi acquis une part du marché ibérique, à hauteur de 47 % de la consommation totale de la péninsule, contre les 21% dont elle disposait au cours de la même période de 2020.

L'Algérie maintient ainsi sa position de premier fournisseur de gaz de la péninsule ibérique, qui représente un marché stratégique.

La société algérienne a non seulement renouvelé, en 2018 et 2019, ses contrats d'exportation de gaz vers l'Italie, l'Espagne, la Turquie, le Portugal et la France pour des durées allant de 5 à 10 ans, mais l'un des deux pipelines, à savoir Medgaz, qui la relie à l'Espagne, est passé le 30 mai sous son propre contrôle.

Madrid importe, en effet, du gaz d'Algérie par deux gazoducs. Le gazoduc Medgaz, qui va de Beni Saf à la côte d'Almeria en passant par la Méditerranée, et le gazoduc Maghreb-Europe (EMPL), qui traverse le Maroc pour arriver à Cordoue.

Le conflit avec le Royaume compliquant le renouvellement de l'accord pour l'utilisation du gazoduc Maghreb-Europe qui expire dans quelques mois, a poussé le gouvernement de Madrid à se mobiliser pour garantir ses approvisionnements, fut-ce en faisant des concessions qu'il savait préjudiciables à ses relations avec le Maroc.

H.T



## Maître Abdelkbir Tabih met les points sur les i *Brahim Ghali est de facto un migrant irrégulier en Espagne*



« **L**a décision de Madrid d'accueillir, sur son territoire, Brahim Ghali avec des documents falsifiés et sous une identité algérienne usurpée, n'est pas uniquement une simple transgression des us et coutumes diplomatiques, mais il s'agit bel et bien d'une violation du Code pénal espagnol et notamment de son article 451», décrète, arguments à l'appui, Maître Abdelkbir Tabih.

Selon cet avocat chevronné du Barreau de Casablanca, la protestation du Maroc contre le comportement du gouvernement espagnol s'inscrit en droite ligne des normes diplomatiques qui interdisent à l'Espagne, considérée comme un pays ami, d'accueillir sur son territoire un ennemi du Maroc. Pire, Madrid n'a pas, précise-t-il, jugé utile d'informer Rabat de ce qu'elle comptait faire ni de lui expliquer les motivations qui auraient sous-tendu sa décision. « Alors que les relations entre les deux Royaumes sont historiquement plus importantes que la soi-disant relation avec le dénommé Brahim

Ghali. En effet, l'Espagne est le principal partenaire économique du Maroc », rappelle-t-il. Et de poursuivre : « Pis encore, Madrid a osé cacheter un passeport falsifié présenté par une personne recherchée par sa propre justice pour crimes contre l'humanité prétendant avoir agi, de la sorte, pour des raisons humanitaires. Et si c'était vraiment le cas, pourquoi l'Espagne n'a pas accueilli ladite personne en révélant sa vraie identité ? ».

En agissant ainsi, Abdelkbir Tabih estime que le gouvernement espagnol a commis un crime de dissimulation tel que stipulé dans le troisième alinéa de l'article 451 du Code pénal espagnol qui prévoit des peines allant de 6 mois à 3 ans contre quiconque qui aide une personne à échapper aux recherches menées par l'autorité ou ses collaborateurs, dans des crimes contre l'humanité, des crimes contre des personnes, des conflits armés ou pour terrorisme... « A noter que le fait de dissimuler une personne poursuivie par la justice est considéré comme un crime, que ce soit en droit espagnol ou

dans n'importe quel corpus juridique dont celui du Maroc », souligne l'avocat.

Face à ces agissements du gouvernement espagnol, Abdelkbir Tabih pense que le Maroc a le droit aujourd'hui de



*Le gouvernement espagnol en flagrant délit de transgression de son propre Code pénal*

s'interroger sur la position que prendra la justice espagnole, d'abord, contre ceux qui ont participé de près ou de loin à la dissimulation du dénommé Brahim Ghali alors qu'il est poursuivi par la justice espagnole. Ensuite, contre ceux qui ont falsifié le faux passeport utilisé par Ghali et enfin, celui ou celle qui a ordonné d'apposer le sceau de l'Etat espagnol sur un faux passeport en connaissance de cause. « Le Maroc a le droit de savoir avec quel document de voyage Brahim Ghali va-t-il pouvoir quitter le territoire espagnol alors qu'il a franchi ce même territoire avec un document falsifié qui doit, en toute logique, être saisi par le juge d'instruction. En effet, Brahim Ghali est considéré comme un migrant en situation irrégulière et la justice espagnole doit saisir son passeport avant de l'expulser hors du territoire espagnol », a-t-il précisé. Et de se demander : « Mais reste à savoir vers quel lieu Brahim Ghali doit être expulsé puisqu'il n'appartient à aucun pays reconnu par les Nations unies ou même par l'Etat espagnol. Et c'est pourquoi le Maroc estime

que la sortie de Brahim Ghali du territoire espagnol devra poser plus de problèmes que son entrée ».

En Outre, Maître Abdelkbir Tabih estime que si le gouvernement espagnol veut trouver une issue pour transférer Brahim Ghali vers l'Algérie, il faut que les parlementaires espagnols, qui se veulent soucieux de l'indépendance de la justice marocaine notamment lorsque des jugements sont prononcés dans des affaires touchant à nos provinces sahariennes, et qui ne manquent aucune occasion pour critiquer son fonctionnement, exigent que les dispositions de la loi pénale espagnole soient appliquées à leur gouvernement et que la loi relative à la lutte contre la migration irrégulière le soit également contre Brahim Ghali. « Quant aux protestations visant notre justice, les défenseurs des droits de l'Homme marocains veillent depuis toujours au grain à ce propos et ils n'ont jamais été indifférents à la moindre violation du principe d'indépendance de la justice », a-t-il conclu.

## Emigration clandestine

Un garde-côte de la Marine Royale en patrouille maritime a porté assistance, samedi, à une embarcation de fortune en difficulté, avec à bord, dix candidats à l'émigration clandestine, tous Subsahariens. Ces derniers se trouvaient dans un état de santé critique, apprend-on de source militaire.

Le même garde-côte a porté secours, dimanche tôt le matin, dans des conditions météorologiques très défavorables, à neuf migrants illégaux d'origine subsaharienne, dans un état de santé très dégradé.

Les 19 personnes secourues ont reçu les soins nécessaires à bord du garde-côte de la Marine Royale, avant d'être ramenés tous sains et saufs au port de Tanger et remis à la Gendarmerie Royale pour les procédures d'usage, précise-t-on.



## Nouvelles infections

Un total de 240 nouveaux cas d'infection au coronavirus et de 222 guérisons a été enregistré au Maroc en 24 heures, a indiqué dimanche le ministère de la Santé.

Les nouveaux cas d'infection portent à 519.108 le nombre total des contaminations depuis le premier cas signalé en mars 2020, tandis que le nombre des personnes rétablies est passé à 506.962, soit un taux de guérison de 97,7%, précise le ministère.

A ce jour, le nombre total des décès est passé à 9.143, après cinq nouveaux décès enregistrés dans les régions de Casablanca-Settat (3) et Souss-Massa (2), soit un taux de létalité de 1,8%.

# Ghaligate : *Le making of d'un déni de justice*

*Une tribune publiée par Khalihenna Ould Errachid, Mohamed Aujjar et Ahmed Herzenni dans le journal espagnol « La Razon » remet les pendules à l'heure*

L'indulgence dont fait montre la justice espagnole, à travers ses petits arrangements avec les précieuses du chef du Polisario, le dénommé Brahim Ghali, trahit un véritable renversement de valeurs et constitue un déni de justice, purement et simplement, soulignent Khalihenna Ould Errachid, Mohamed Aujjar et Ahmed Herzenni dans une tribune publiée, dimanche, par le journal espagnol "La Razon".

Alors même que les victimes ont consacré toutes leurs énergies et ressources pour porter à la connaissance de la justice les actes illégaux et répréhensibles dont ils ont été l'objet, la justice espagnole, elle, n'utilise pas les moyens pourtant à sa disposition pour assurer, comme il se doit, le respect de la légalité dont elle est gardienne, indiquent les auteurs de cette tribune intitulée Ghaligate, ou le making of d'un déni de justice.

Ce qui est profondément troublant dans la telenovela qui défile devant nos yeux ébahis par le fossé entre une justice espagnole que nous respectons et ses comportements que nous réprouvons, c'est non seulement la facilité avec laquelle le dénommé Brahim Ghali est ménagé et ses victimes ignorées, mais aussi et surtout l'auto-sabotage auquel se prête l'appareil judiciaire, qui semble fragiliser son propre dossier, fait observer la tribune, précisant que l'audition du dénommé Ghali par vidéoconférence ne va-t-elle pas à l'encontre de la propre position de la Cour constitutionnelle espagnole, qui tient à d'examen personnel et direct des personnes comparues, ce qui implique la coïncidence temporelle et spatiale de la personne prêtant déclaration, et de celle devant laquelle celle-ci déclare.

Alors même qu'il est accusé non pas d'un mais de deux viols, de détention arbitraire, de torture, de terrorisme et de crimes contre l'humanité, par des ressortissants espagnols et des associations et familles de victimes, Brahim Ghali est à peine "invité" à se présenter devant le juge « si son état de santé le permet », déplorent les auteurs, ajoutant que, pour ne pas déranger sa quiétude le moins du monde, c'est par vidéoconférence qu'il pourra faire sa déclaration au juge, depuis le confort de sa suite



VIP à l'hôpital de Logroño, où il est arrivé depuis l'Algérie en jet privé et sous bonne escorte.

Il ne faut pas beaucoup de scepticisme pour douter sérieusement qu'une simple vidéoconférence puisse donner lieu à l'engagement d'un procès dans le cas de Brahim Ghali, notent-ils, ajoutant qu'il s'agit de la poudre aux yeux, pour cacher que ce qui se prépare est non pas la traduction en justice du mis en cause, mais tout le contraire : son blanchiment judiciaire et son exfiltration légale.

Pour les auteurs de la tribune, il est une chose de clamer l'indépendance de la justice, et une autre de démontrer son impartialité, relevant que, par sa gravité, son ampleur, sa symbolique et ses victimes, l'affaire Brahim Ghali est l'occasion qui ne se représentera plus à la justice espagnole pour prouver son indépendance et son impartialité.

Tout porte à voir, en tout cas, que Brahim Ghali est entouré d'une bienveillance telle que le juge n'ose même pas le convoquer en personne, et se contente de lui envoyer une invitation – un "faire-part"

presque – pour une entrevue par vidéoconférence ! N'importe quel justiciable à sa place serait à cet instant écroué, avec un dispositif de sécurité à la mesure des moyens de fuite à sa disposition, insistent-ils.

Quelle plus grande preuve de connivence, que de laisser au prévenu le loisir de se conformer, à son aise, à l'impératif auquel la justice est en droit et en capacité de l'astreindre, souligne la tribune.

Qu'en disent les victimes ? Y a-t-on seulement pensé ? Elles doivent certainement penser que c'est bien le monde à l'envers : lorsqu'elles caressent enfin la perspective palpable de voir leur bourreau s'expliquer devant la justice, c'est bien cette même justice qui les empêche d'obtenir leur droit !, dénoncent-ils.

Quand l'indulgence devient permissivité et quand tolérer revient à ne pas juger, l'on assiste à un assassinat extrajudiciaire des droits et des souffrances des victimes, déplorent les auteurs de la tribune, précisant que les victimes n'y trouveront même pas de sens pour s'en consoler.

Brahim Ghali, estiment-ils, reviendrait

dans la clandestinité dans laquelle il s'était réfugié depuis qu'il a dû quitter l'Espagne pour fuir ses responsabilités pénales voici maintenant 13 ans.

Sauf qu'aujourd'hui, il regagnerait sa clandestinité criminelle par le chemin d'une clandestinité juridique qui tente de se mettre en place en se croyant hors des regards.

Mais, en fait, l'on ne regarde qu'elle ; cette justice si prude.

Les aménagements concédés au dénommé Ghali ne tiendront que par la volonté des protecteurs du chef du Polisario Ghali, et ne dureront que le temps que l'impartialité de la justice, la vraie, reprenne ses droits, font remarquer Khalihenna Ould Errachid, Mohamed Aujjar et Ahmed Herzenni, précisant que l'appareil judiciaire qui tolère, peut à tout moment mettre fin à cette mansuétude infamante qui laisse prospérer des crimes odieux et permet à leur auteur de prospérer à la marge du droit.

L'indulgence n'est que le bénéfice précaire d'un silence complice, concluent les auteurs de la tribune.



## La pandémie a provoqué une crise alimentaire pour des millions de personnes en Inde



**R**asheeda Jaleel vit au quotidien avec l'une des pires angoisses pour une mère de famille: la hantise de ne pas pouvoir nourrir ses sept enfants. Car la nouvelle vague épidémique l'a plongée, à l'instar de millions d'Indiens, dans un dénuement presque total.

Au point que cette femme de 40 ans, son mari Abdul Jaleel, 65 ans, et leurs enfants ne prennent plus désormais qu'un repas par jour. "Quand nous avons faim ou soif, je me sens totalement impuissante et angoissée. « Comment allons-nous survivre comme ça », dit-elle à l'AFP dans son petit appartement de Delhi en préparant des galettes de pain pour leur unique repas de la journée. "Nous nous débrouillons en fonction de ce que mon mari arrive à gagner. Si

ce n'est pas suffisant, je ne mange pas pour nourrir les enfants."

Ces huit dernières semaines, le coronavirus a fait 160.000 morts en Inde, un pays où les hôpitaux sont surchargés, et où nombre d'entreprises ont fermé.

Mais au-delà de la pandémie, une autre crise menace à en croire les experts, avec une progression de la malnutrition dans les populations indiennes les plus pauvres qui avaient déjà été durement éprouvées par la première vague épidémique de 2020. "La crise est double pour les pauvres. Il y a la crise sanitaire mais aussi une crise des revenus", explique à l'AFP Anjali Bhardwaj, de l'organisation Right to Food Campaign. "Il y a eu une crise sanitaire énorme (...) et beaucoup ont dû dépenser les économies de toute leur vie pour

payer les soins des membres de leur famille."

Environ 230 millions d'Indiens sont tombés en 2020 dans la pauvreté, à savoir le fait de devoir vivre avec moins de 375 roupies (4,25 euros) par jour, selon une étude de la Azim Premji University de Bangalore.

Plus de 7,3 millions d'emplois ont été perdus au seul mois d'avril, à en croire le Centre pour l'observation de l'économie indienne. "Beaucoup de gens sont tombés dans la pauvreté l'année dernière, ils se sont endettés et en ont été réduits à faire des économies sur la nourriture", explique à l'AFP le professeur associé Amit Basole, un des auteurs de l'étude. "La deuxième vague déferle sur une situation déjà très précaire."

Employé du BTP, Abdul Jaleel

s'est retrouvé sans emploi quand les chantiers ont fermé du fait du confinement ordonné à Delhi. Il s'est reconverti en conducteur de rickshaw. Il ne gagne plus que 100 roupies par jour, contre 500 auparavant. "Il y a même des jours où je ne gagne rien", dit-il. "En tant que parents, on doit joindre les deux bouts d'une manière ou d'une autre, que ce soit en faisant la manche, en empruntant ou en volant", assure-t-il. "Nous n'avons pas le choix."

Lors du premier confinement, 100 millions de personnes ont perdu leur emploi en Inde. Environ 15% d'entre eux n'avaient pas retrouvé de travail à la fin 2020, malgré la levée des restrictions, selon l'étude de la Azim Premji University. Et beaucoup de ceux qui ont retrouvé un emploi ont dû

accepter d'être moins bien payés, ce qui les a rendus plus vulnérables au moment de la deuxième vague.

On estime par ailleurs à 100 millions - parmi lesquels les Jaleel - le nombre d'Indiens qui n'ont pas de ticket de rationnement émis par le gouvernement et qui donne accès à une aide alimentaire, selon Anjali Bhardwaj.

Son organisation milite pour que les nécessiteux puissent bénéficier d'une aide alimentaire même s'ils n'ont pas une telle carte.

La pandémie a ruiné des années d'efforts sur le front de la réduction de la pauvreté. Et les experts s'inquiètent de ce que beaucoup restent en proie à des difficultés pendant longtemps, même après la levée des restrictions. "La crainte est de s'embourber dans une économie qui sera déprimée pendant longtemps parce que la demande restera en berne du fait de la baisse du pouvoir d'achat induit par la crise de l'emploi", s'inquiète Amit Basole. "Comme les emplois disparus ne seront pas recréés, ce sera un cercle vicieux."

Bhupinder Singh, un employé du secteur de la micro-finance qui a participé à des distributions alimentaires pendant les deux confinements, a vu le désespoir progresser chez des centaines de personnes sans emploi qui dorment dehors, près d'une autoroute de Delhi.

A chaque fois qu'il participe à la distribution alimentaire, son arrivée est accueillie par des cris de joie et une longue file d'attente se forme à l'arrière de sa voiture. "Les gens sont coincés ici dans le désespoir", explique à l'AFP Sunil Thakur, 50 ans, qui a perdu son travail dans un hôtel pendant le confinement. "S'ils viennent avec de la nourriture, nous pouvons manger. Sinon, nous restons avec la faim."

## La Chine autorise les familles à avoir trois enfants

**L**a Chine a décidé de supprimer la limite de deux enfants par couple et d'autoriser les familles à avoir jusqu'à trois enfants, en réponse au vieillissement de sa population, a annoncé lundi l'agence Chine nouvelle.

Cette décision survient quelques semaines après la publication des résultats du dernier recensement décennal, qui ont révélé une forte baisse du taux de natalité dans le pays le plus peu-

plé du monde. "En réponse au vieillissement de la population (...), un couple est autorisé à avoir trois enfants", a rapporté l'agence de presse officielle, citant les conclusions d'une réunion du bureau politique du Parti communiste dirigée par le président Xi Jinping.

Début mai, les résultats du recensement réalisé en 2020 ont révélé un vieillissement plus rapide que prévu de la population chinoise.

L'année dernière, marquée par l'épidémie de Covid, le nombre des naissances est tombé à 12 millions, contre 14,65 millions en 2019. Cette année-là, le taux de natalité (10,48 pour 1.000) était déjà au plus bas depuis la fondation de la Chine communiste en 1949.

Après plus de trois décennies de "politique de l'enfant unique", la Chine a assoupli ses règles en 2016, autorisant tous les Chinois à avoir un deuxième enfant. Mais

sans parvenir à faire repartir la natalité. Les raisons de la baisse de la natalité sont multiples: recul du nombre des mariages, hausse du coût des logements et de l'éducation, fertilité plus tardive pour les femmes qui privilégient davantage leur carrière.

A l'autre bout de la pyramide des âges, la Chine comptait l'an dernier plus de 264 millions de personnes âgées de 60 ans et plus, soit quatre fois la population totale de la France. Cette

classe d'âge constitue désormais 18,7% du total, soit une hausse de 5,44 point de pourcentage par rapport au recensement de 2010. A l'inverse, la population d'âge actif (15 à 59 ans) ne représente plus que 63,35% du total, en repli de 6,79 points sur 10 ans. En mars, le Parlement a voté un projet de relèvement progressif de l'âge de départ à la retraite au cours des cinq prochaines années, en grand dam d'une bonne partie de l'opinion publique.

Atteintes aux libertés

# Vague d'indignation et de dénonciations en Algérie

Plusieurs partis et organisations non gouvernementales en Algérie ont exprimé leur indignation et dénonciation suite à l'escalade de la répression et des atteintes aux libertés durant ces dernières semaines dans ce pays.

Ces réactions ont été formulées après une requête déposée la semaine dernière par le ministère algérien de l'Intérieur pour la dissolution de l'association RAJ, connue pour son engagement dans le hirak populaire.

À cet égard, la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH) a dénoncé le verrouillage de tous les espaces et la répression qui continue à s'abattre sur tous les militants qui contestent l'agenda politique du pouvoir en place. "Les libertés publiques sont verrouillées, alors que le hirak a libéré l'espace public depuis février 2019", a relevé le vice-président de cette organisation, Saïd Salhi dans un communiqué. "C'est la désillusion", a-t-il souligné, estimant que "les chiffres parlent d'eux-mêmes". "Incapable du changement démocratique revendiqué par le peuple dans le hirak pacifique prodémocratie en marche le long de deux ans et demi, l'Algérie nouvelle s'attaque aux acquis démocratiques arrachés en octobre 1988".

Soulignant que les droits de manifestation publique et pacifique, d'organisation et de réunion sont mis sous scellés, M. Salhi a condamné "cette escalade de la répression". "Quelque 2000 arrestations en deux semaines, 181 détenus d'opinion en 3 mois depuis la grâce de Tebboune en février dernier, des centaines de hirakistes en liberté provisoire", a-t-il rappelé. "Le débat et l'espace publics sont



fermés, les champs démocratique, politique, associatif et médiatique totalement verrouillés et ce, à la veille des élections législatives imposées par la force", a-t-il dénoncé, tout en fustigeant "les menaces des acquis démocratiques" et "la dérive autoritaire en marche".

Le vice-président de la LADDH a rappelé dans ce sillage que l'Union pour le Changement et le Progrès et le Parti Socialiste des Travailleurs, ainsi que l'association RAJ sont menacés, par le ministère de l'Intérieur, de dissolution, et que le Parti des Travailleurs, le Mouvement Démocratique et Social (MDS), le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD) et l'association SOS Bab El Oued, quant à eux, subissent un harcèle-

ment manifeste qui cible leurs dirigeants et militants".

La LADDH a appelé à "l'arrêt de la répression" et à "la libération de l'ensemble des détenus d'opinion et des journalistes ainsi que l'abandon de toutes les poursuites à leur encontre".

Le président du RCD, Mohcine Belabbas, dont le parti est ciblé par la justice, a de son côté dénoncé "l'instrumentalisation des tribunaux contre des dirigeants et des partis de l'opposition pour leurs déclarations et autres solidarités qu'ils ont exprimées envers les victimes de la répression".

Pour le président du RCD, "s'il reste encore des cadres lucides au sein du pouvoir, il est temps qu'ils réagissent avant la grande conta-

gion". Pour sa part, le Front des Forces Socialistes (FFS), le vieux parti d'opposition en Algérie, a exprimé ses vives inquiétudes quant à l'évolution de la situation politique "caractérisée par les atteintes aux libertés".

Dans une déclaration signée par son premier secrétaire, Youcef Aouchiche, cette formation politique a appelé le pouvoir de "cesser sa tentative de confisquer la vie politique, syndicale et associative, car elle ne ferait que creuser davantage le fossé entre le peuple et les institutions et encouragerait la logique de collision".

Réitérant sa "solidarité" avec les détenus d'opinion et toutes les organisations politiques, syndicales et

associatives "victimes d'harcelements", le FFS a mis en garde contre ces pratiques autoritaires qui tendent à remettre en cause le pluralisme, qu'il soit politique, syndical ou associatif.

Rappelant que ce pluralisme a été arraché de "haute lutte" grâce aux combats des Algériens, le FFS a fait part de sa conviction selon laquelle "la construction d'un Etat de droit et de justice ainsi que d'institutions fortes et démocratiques passe forcément par la consolidation dudit pluralisme".

Face à un climat politique tendu et délétère, le FFS a appelé à "privilégier la sagesse et la raison" et à aller vers un dialogue constructif pour éviter des "situations incontrôlables".

## Deux morts et 20 blessés dans une fusillade près de Miami

Deux personnes ont été tuées et au moins 20 blessées dimanche quand trois hommes ont "tiré sur la foule" devant une salle accueillant un concert dans la banlieue de Miami, dans l'Etat américain de Floride, a indiqué la police locale.

La fusillade s'est produite dans la nuit dans une zone commerciale près de Miami Gardens. Le lieu, une salle de billard, "accueillait un événement programmé et plusieurs spectateurs se tenaient à l'extérieur", a déclaré la police du comté de Miami-Dade dans un communiqué.

Trois individus sont alors

sortis d'un SUV "et ont commencé à tirer indistinctement sur la foule". Le trio est ensuite remonté dans la voiture et a pris la fuite, selon la même source.

Deux personnes ont été tuées, tandis qu'au moins 20 blessés ont été hospitalisés, dont au moins un dans un état critique.

Dans un tweet, le directeur de la police du comté, Alfredo "Freddy" Ramirez III, a condamné "un acte armé ciblé et lâche". "Ce sont des meurtriers de sang-froid qui ont tiré sans discernement dans une foule, et nous chercherons à obtenir justice", a-t-il déclaré.

La police a lancé un appel à

tout témoignage permettant d'identifier et localiser les auteurs des tirs.

Les Etats-Unis ont une longue et douloureuse histoire de violence par armes à feu, avec des fusillades très médiatisées ayant visé des écoles, des lieux de travail et des centres commerciaux. Les homicides ont augmenté dans le pays l'année dernière.

La Floride reste notamment marquée par la tuerie perpétrée en juin 2016 par un Américain d'origine afghane dans une discothèque gay d'Orlando, où 49 personnes avaient perdu la vie.

Ces derniers mois, des fusillades ont eu lieu entre autres

dans un centre FedEx à Indianapolis, dans un immeuble de bureaux en Californie, dans une épicerie au Colorado et dans plusieurs spas à Atlanta.

Mercredi, un employé d'une entreprise de transports publics a tué huit personnes sur le site de la compagnie à San Jose, en Californie, avant de se donner la mort. Cette énième fusillade avait une nouvelle fois relancé le débat sur la prolifération des armes à feu aux Etats-Unis.

"Assez", a martelé mercredi le président Joe Biden, exhortant de nouveau "le Congrès à agir immédiatement et à tenir compte de la volonté des Américains, ce qui inclut une grande

majorité des détenteurs d'armes, à mettre un terme à cette épidémie de violence par arme à feu en Amérique".

Mais les démocrates ne disposent que de majorités étriquées au Congrès, ce qui réduit la possibilité de voir les parlementaires adopter des réformes majeures en la matière.

Le mois dernier, le président démocrate avait déjà qualifié la violence armée aux Etats-Unis d'"épidémie" et d'"embarras international".

Selon le site Gun Violence Archive, il y a eu plus de 43.000 décès liés aux armes à feu aux Etats-Unis l'année dernière, un chiffre incluant les suicides.

# Les dirigeants ouest-africains suspendent le Mali des institutions communes, mais se gardent d'autres sanctions



ECOWAS COMMISSION  
COMMISSION DE LA CEDEAO  
COMISSÃO DA CEDEAO

## Extraordinary Summit on the situation in Mali Sommet extraordinaire sur la situation au Mali Cimeira extraordinária sobre a situação no Mali



Les chefs d'Etat ouest-africains ont décidé dimanche au Ghana de suspendre le Mali de leur organisation sous-régionale commune après un double coup d'Etat militaire, qu'ils ont condamné tout en se gardant d'autres sanctions.

Les présidents des 15 pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ou leurs représentants "condamnent fermement le récent coup d'Etat" et, "après de longues discussions (...) décident de suspendre le Mali des institutions de la Cédéao", dit le communiqué final de ce sommet extraordinaire à Accra. Ils réclament la nomination "immédiate" d'un "nouveau" Premier ministre issu de la société civile. Ils "exigent" la libération "immédiate" des anciens président et Premier ministre de transition, arrêtés lundi et écartés du pouvoir avant que le colonel Assimi Goïta ne soit déclaré président vendredi. Les deux anciens dirigeants sont rentrés chez eux, mais sont assignés à résidence, dit la Cédéao.

Elle réaffirme la nécessité

que la transition ouverte après le premier coup d'Etat d'août 2020 et censée ramener les civils au pouvoir soit limitée à 18 mois, et que des élections générales aient lieu comme prévu en février 2022.

Cependant elle reste silencieuse sur la désignation du colonel Goïta comme président. Elle ne réclame pas le rétablissement des ex-président et Premier ministre dans leurs fonctions.

Après le putsch d'août 2020, elle avait exigé et obtenu la nomination d'une président et d'un Premier ministre de transition civils. Elle "réitère (...) que le chef de la transition, le vice-président et le Premier ministre de transition ne doivent en aucune circonstance être candidat à la future élection présidentielle", dit-elle non sans ambiguïté. Assimi Goïta était vice-président jusqu'à vendredi.

Assimi Goïta s'est rendu samedi à Accra où la Cédéao a dit l'inviter pour des "consultations" mais les journalistes de l'AFP ne l'ont pas vu dimanche dans la salle du sommet.

La Cédéao devait trancher la question épineuse de leur ré-

ponse au deuxième putsch des militaires en neuf mois à la tête de ce pays crucial pour la stabilité du Sahel face à la propagation jihadiste.

La Cour constitutionnelle a déclaré vendredi le colonel Assimi Goïta président de transition, parachevant le coup de force déclenché le 24 mai contre ceux qui se trouvaient entre lui et la direction de ce pays pris dans une tourmente aux multiples dimensions sécuritaire, économique et politique, depuis le déclenchement de rébellions indépendantistes et jihadistes en 2012 dans le nord.

Depuis, les violences se sont étendues au centre du pays et au Burkina Faso et au Niger voisins. Une attaque imputée à des jihadistes par un responsable sécuritaire dans le sud près des frontières ivoirienne et guinéenne a fait cinq morts dimanche et conforté la crainte d'une contamination de zones relativement épargnées.

Comme les autres partenaires du Mali, la Cédéao a exprimé ses "profondes préoccupations" devant les récents soubresauts politiques dans un tel contexte.

Avec la nomination du colonel Goïta, la Cour constitutionnelle malienne a officialisé un fait accompli auquel ces partenaires avaient essayé de s'opposer après le coup d'Etat d'août 2020.

Assimi Goïta et un groupe de colonels avaient alors renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta mais, sous la pression internationale, avaient accepté la nomination d'un président et d'un Premier ministre civils.

La junte avait cependant taillé pour Assimi Goïta une vice-présidence sur mesure, investie des charges primordiales de la sécurité.

Lundi, l'ancien commandant de bataillon des forces spéciales a fait arrêter le président Bah Ndaw et le Premier ministre Moctar Ouane, cautions civiles de la transition, qui ont ensuite démissionné, selon la version officielle.

Le président français Emmanuel Macron a averti, dans un entretien au Journal du dimanche, que Paris "ne resterait pas aux côtés d'un pays où il n'y a plus de légitimité démocratique ni de transition".

Après le coup d'Etat de 2020, la Cédéao avait suspendu le Mali de tous ses organes de décision, fermé les frontières de ses Etats membres et stoppé les échanges financiers et commerciaux avec le pays, à l'exception des produits de première nécessité. Elle avait levé les sanctions quand la junte avait paru se plier à ses exigences.

Une mission de la Cédéao dépêchée au cours de la semaine au Mali avait évoqué l'éventualité de nouvelles sanctions. La France et les Etats-Unis, engagés militairement au Sahel, en ont brandi la menace.

Le doute prévalait cependant quant à la fermeté de la Cédéao. Les sanctions d'août 2020 avaient été mal ressenties par une population éprouvée dans un pays exsangue.

Par ailleurs différentes voix soulignaient le précédent créé selon elles par la mansuétude diplomatique montrée vis-à-vis du Tchad, autre pays sahélien où un Conseil militaire de transition (CMT) de 15 généraux a pris le pouvoir le 20 avril après la mort d'Idriss Déby Itno, avec à sa tête un des fils de l'ancien président.

# Dix ans de QSI au PSG

## *Nasser Al-Khelaïfi a pris de l'étoffe*

# Portrait



**D**iscret mais déterminé, le Qatarien Nasser Al-Khelaïfi, qui incarne depuis dix ans un Paris Saint-Germain de plus en plus puissant, a pris du galon parmi les dirigeants du football européen en se retrouvant meneur inattendu du front anti-Super Ligue.

Issu d'une famille de pêcheurs de perles, celui que tout le monde en France appelle simplement "Nasser" a transformé le club en grand d'Europe, même s'il navigue toujours en quête du plus gros des trésors, la Ligue des champions.

Salué en France pour son équilibre, à l'image du bouillant président montpelliérain Louis Nicollin, pourtant très différent, qui le trouvait "classe", "humble" et "supérieurement intelligent", "NAK", 47 ans, a étendu sa réputation à l'Europe avec l'épisode de l'éphémère Super Ligue.

Cette initiative tuée dans l'oeuf en 48 heures a offert un triomphe au président parisien, qui s'est posé en défenseur du football en refusant de rejoindre cette rébellion menée par 12 grands clubs européens.

En récompense, il a été nommé à la tête de l'Association européenne des clubs (ECA) à la sortie de cette

crise, à la place du discrédité Andrea Agnelli (Juventus), l'un des leaders de la mutinerie contre l'UEFA. Sort-il grandi de cette crise? "Non", répond-il à l'AFP, "les gens qui me connaissent savent que je ne me mets jamais en avant pour ce genre d'honneurs. L'intérêt collectif, pour tout le monde, voilà ce qui est important à mes yeux".

"Je travaille avec l'ECA depuis des années", rappelle l'ancien 995e mondial au classement ATP, "au nom de l'intérêt du football européen et aussi avec la Ligue 1 pour l'intérêt du football français."

Devenu plus influent, il reste discret, voire secret. Al-Khelaïfi se fait rare dans les médias, et reste toujours souriant et affable en privé, dans d'impeccables costumes en Europe ou dishdashas au Moyen-Orient. Depuis son arrivée en 2011, il s'exprime en français.

Et s'il arrive toujours que les réseaux sociaux moquent son accent ou ses tournures de phrase, cette "délicatesse" était saluée par feu le président Nicollin. En affaires, Al-Khelaïfi sait se montrer inflexible, et a réussi des gros coups, comme arracher Neymar au puissant FC Bar-

celone contre la somme record de 222 millions d'euros. Seul point faible évoqué dans l'entourage du PSG, dont il est le patron depuis le rachat du club par le fonds souverain QSI en 2011, il donnerait "trop de pouvoir à certains joueurs".

Pour le reste, il sait trancher comme le montre le débarquement sans ménagement à l'été 2016 de son entraîneur Laurent Blanc, la mise à l'écart des joueurs "rebelles" Hatem Ben Arfa et Adrien Rabiot, ou le recadrage en règle de la superstar Neymar au moment de ses envies de départ à l'été 2019.

Al-Khelaïfi jouit d'une relation privilégiée avec l'Emir du Qatar, nourrie par une passion commune pour le tennis et le football. Souvent en déplacement aux quatre coins du monde, il est également l'artisan majeur du développement international de la marque Paris SG. Son rôle dépasse le PSG: ministre sans portefeuille, il a été l'un des hommes-clés de la candidature qatarie à l'organisation du Mondial-2022, et dirige le géant des médias beIN, l'un des diffuseurs de la Ligue des champions.

Il est aussi président de la Fédération asiatique de tennis. Mais en dix

ans en France, il a aussi traversé des tempêtes, dans le business, le sport et les prétoires. S'il a finement négocié avec les instances du fair-play financier, il a subi quelques terribles échecs sur le terrain, notamment la fameuse "remontada" contre le Barça (4-0, 1-6) en 2017 et a eu des démêlés avec la justice.

Al-Khelaïfi attend son procès en appel en Suisse dans une affaire de droits TV impliquant l'ex-numéro 2 de la Fifa, après avoir été relaxé en première instance fin octobre 2020.

Par ailleurs, il a été mis en examen en France pour "corruption active" dans l'attribution au Qatar des Mondiaux-2019 d'athlétisme - une affaire toujours en cours d'instruction.

Mais le dirigeant s'attache surtout à montrer qu'il est un joueur collectif et que son club joue le rôle de locomotive. "Nous avons aussi aidé la Ligue 1 à se développer à l'international, ce qui a profité à tous les clubs et au football français dans son ensemble", explique-t-il.

"Nous avons contribué à notre manière à la promotion de la ville de Paris dans le monde. Paris c'est le PSG, et le PSG c'est Paris", conclut-il. Et Paris, c'est aussi "Nasser".

## Le Trésor surpasse largement son besoin du mois de mai

Le Trésor a "surpassé largement" ses besoins annoncés au début du mois de mai, avec plus de 25%, indique Attijari Global Research (AGR).

"Au cours de cette dernière adjudication du mois de mai, le Trésor lève 3,6 milliards de dirhams (MMDH) en une seule séance. Ainsi, l'argentier de l'Etat dépasse ses besoins annoncés au début du mois de plus de 25,0%", indique la filiale d'Attijariwafa Bank dans sa note hebdomadaire "Weekly Hebdo Taux - Fixed income".

En effet, ces besoins s'établissaient à 10,3 MMDH en mai face à une levée cumulée de 12,8 MMDH sur le même mois, relève la note qui porte sur la période allant du 21 au 27 mai 2021.

Pour sa part, rapporte la MAP, la demande des investisseurs demeure modérée, induisant un taux de satisfaction élevé en 2021. Celui-ci ressort à 43% durant le mois de mai contre une moyenne de 32,5% depuis le début de l'année 2021, fait remarquer la même source.

Dans ce sens, les taux de rendement des maturités 26 semaines, 2 ans et 10 ans s'apprécient de 2 et 1 point de base (pbs) respectivement. Parallèlement, le taux de rendement de la maturité 20 ans a légèrement reculé de 1 PBS à 2,83%.

Dans le cadre de la gestion active de sa trésorerie, le Trésor réalise cette semaine une opération d'échange d'un montant de 400 millions de dirhams (MDH), souligne AGR, qui maintient son scénario de stabilité des taux primaires jusqu'à la fin du 1er semestre 2021.

Par ailleurs, la note relève que le marché interbancaire demeure équilibré avec des taux interbancaires en ligne avec le taux directeur, et ce à quelques semaines de la prochaine réunion de politique monétaire de Bank Al-Maghrib (BAM).

Toutefois, poursuit la même source, l'indice Monia enregistre un recul de 3 points de base (pbs) en une semaine à 1,38%, précisant que celui-ci a atteint au cours de la semaine "son plus bas historique" de 1,30%.

En jouant son rôle de régulateur, BAM a légèrement réduit cette semaine ses interventions à travers ses opérations principales de 380 MDH à 31 MMDH, estime AGR, notant que ses interventions à long terme (LT), sous forme de prêts garantis et pensions livrées, se sont stabilisées à plus de 45 MMDH.

De même, le Trésor maintient les placements moyens de ses excédents de trésorerie sur le marché monétaire à des niveaux quasi-stables, précise AGR, notant que les placements avec prise en pension et à blanc ont atteint 9,8 MMDH contre 10,7 MMDH une semaine auparavant.

## Solide reprise du commerce mondial des marchandises

Après une chute brutale mais brève observée au deuxième trimestre de l'année 2020, suite aux conséquences de la pandémie de coronavirus (Covid-19) sur cette activité, le commerce mondial des marchandises reprend du poil de la bête.

Selon les données recueillies par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), une organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce international entre les pays, «le commerce mondial des marchandises continue de se redresser en 2021».

En effet, «le baromètre du commerce des marchandises indique une solide reprise du commerce», souligne l'organisation dans son dernier rapport rendu public vendredi 28 mai.

Comme le fait remarquer l'OMC dans ce document, «la lecture actuelle du baromètre de 109,7 est près de 10 points au-dessus de la valeur de base de 100 pour l'indice et en hausse de 21,6 points d'une année sur l'autre».

Ces données reflètent «à la fois la force de la reprise actuelle et la profondeur du choc Covid-19 l'année dernière», souligne l'institution dont la principale fonction est de favoriser autant que possible la bonne marche, la prévisibilité et la liberté des échanges.

Dans son rapport, l'organisation estime que la dernière lecture du baromètre est globalement conforme à ses prévisions commerciales actuelles publiées le 31 mars dernier. Lesquelles prévoyaient une reprise de 8% du volume du commerce mondial de marchandises en 2021 après une baisse de 5,3% l'année précédente.

Selon l'OMC, le commerce mondial se redresse depuis le deuxième trimestre de 2020, lorsque la propagation du virus Covid-19 a provoqué des verrouillages dans de nombreux pays et déclenché une forte baisse du



commerce mondial.

L'organisation rappelle que «le volume du commerce des marchandises était en baisse de 15,5% d'une année sur l'autre au deuxième trimestre, lorsque les verrouillages étaient pleinement effectifs». Une situation qui a évolué depuis lors puisqu'au quatrième trimestre, le commerce avait dépassé le niveau de la même période en 2019, souligne-t-elle.

Revenant sur les récentes observations, l'organisation internationale relève que les gains les plus importants observés parmi les in-

dicés des composants du baromètre ont été enregistrés dans les commandes à l'exportation (114,8), le fret aérien (111,1) et les composants électroniques (115,2), qui sont tous très prédictifs de l'évolution du commerce à court terme.

Poursuivant son analyse, l'OMC estime que «la vigueur de l'indice des produits automobiles (105,5) peut refléter une amélioration de la confiance des consommateurs, la confiance étant étroitement liée aux ventes de biens durables. Cela vaut également pour les matières premières agricoles (105,4), qui sont majoritairement constituées de bois destiné à la construction de logements».

Pour l'organisation, il ne fait aucun doute que «la bonne performance du transport par conteneurs (106,7) est plus impressionnante compte tenu du fait que les expéditions maritimes ont bien résisté pendant la pandémie et avaient donc moins de terrain à rattraper».

En dépit de ces améliorations, l'OMC reste toutefois prudente. Et

pour cause : «Les perspectives commerciales à court terme relativement positives sont gâchées par les disparités régionales, la faiblesse persistante du commerce des services et le retard des calendriers de vaccination, en particulier dans les pays pauvres», relève-t-elle.

En revanche, quand bien même les statistiques trimestrielles du volume des échanges pour les premier et deuxième trimestres de 2021 n'aient pas encore été publiées, l'OMC affirme qu'elles devraient afficher une très forte croissance d'une année sur l'autre, en partie en raison du récent renforcement des échanges et en partie à cause de l'effondrement des échanges de l'année dernière».

Enfin, l'organisation internationale attire l'attention sur le fait que tout n'est pas pour autant gagné. D'autant plus que la pandémie «continue de représenter la plus grande menace pour les perspectives du commerce, car de nouvelles vagues d'infection pourraient facilement compromettre la reprise», conclut-elle.

Alain Bouthry



L'activité continue de se redresser en 2021

## Le GPPEM pour une reprise rapide dans le respect des restrictions



Le président du Groupement professionnel des prestataires de l'événementiel au Maroc (GPPEM), Aziz Bouslamti, a appelé, mercredi à Rabat, à envisager une reprise rapide dans le respect total des restrictions liées à la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Etant le représentant majeur du secteur de l'événementiel, membre de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) et disposant de la tutelle du ministère de l'Industrie, le GPPEM a présenté, lors d'une réunion avec le chef du gouvernement, Saad Dine El Otmani, sa dernière étude qui met en avant la situation du secteur, près d'une année après le début de la pandémie au Maroc, indique le Groupement dans un communiqué.

M. El Otmani a exprimé tout son soutien

aux opérateurs du secteur qui ont fait preuve de résilience, et sa préoccupation pour l'industrie de l'événementiel, fait savoir le communiqué.

Le chef du gouvernement a également assuré la délégation du GPPEM de son intention d'étudier davantage le dossier, en prenant en compte la situation sanitaire, en vue de trouver une sortie de crise dans les plus brefs délais, ajoute la même source.

En juillet 2020, le groupement a réalisé un protocole sanitaire dédié à l'événementiel, en partenariat avec Bureau Veritas et en étroite collaboration avec le ministère de l'Industrie et l'Institut marocain de normalisation (IMANOR). L'objectif étant de garantir une reprise dans les meilleures conditions.



## Le GPBM et l'AMMC mutualisent leurs efforts en vue de faciliter l'accès au marché des capitaux

Le Groupement professionnel des banques du Maroc (GPBM) et l'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC) ont signé une convention-cadre de coopération, portant sur la mutualisation des efforts des deux parties pour faciliter davantage l'accès au marché des capitaux et renforcer son rôle dans le financement de l'économie.

Signée par le président du GPBM, Othman Benjelloun, et la présidente de l'AMMC, Nezha Hayat, en présence des deux vice-présidents du GPBM, Mohamed El Kettani et Mohamed Karim Mounir, cette convention institutionnalise le cadre de coopération existant entre les deux organismes, dans l'objectif est de mettre en œuvre un plan d'actions visant à

favoriser l'accès au marché des capitaux, à travers notamment des programmes d'éducation financière, de formation et de sensibilisation à destination du public, des TPME et des réseaux bancaires, précise un communiqué conjoint parvenu mercredi à la MAP. Dans un contexte de relance économique, les actions privilégiées par le GPBM et l'AMMC ont vocation à développer l'attractivité du marché des capitaux, en déployant un programme commun d'éducation financière et de promotion de l'accès au financement par le marché des capitaux.

Un comité conjoint est mis en place pour assurer le suivi des différentes actions convenues, note la même source.

# Le nouveau modèle de développement pose les jalons d'un modèle tourné vers l'avenir

La Banque mondiale salue le nouveau modèle de développement (NMD), proposé par la Commission spéciale sur le modèle de développement (CSMD), qui établit un schéma participatif et pose les jalons d'un modèle tourné vers l'avenir, a affirmé, vendredi, le directeur du département Maghreb à la Banque mondiale (BM), Jesko Hentschel.

Ce modèle établit le rôle et les responsabilités de chaque acteur, y compris les citoyens, dans l'édification d'un Maroc "prospère, pluriel et ouvert", a relevé M. Hentschel dans une déclaration à la MAP.

D'après lui, le travail mené par la CSMD, combinant réflexions, travaux analytiques et consultations élargies auprès d'un éventail de parties prenantes, constitue un exercice "utile" et "précieux" pour

tracer une nouvelle voie pour le développement du Royaume.

Le NMD propose une vision transformatrice du contrat social, a poursuivi M. Hentschel, notant que la crise du nouveau coronavirus (Covid-19) a été un point de rupture fondamental qui a certainement participé à cette nouvelle vision.

"L'Etat s'est mobilisé pour protéger les citoyens marocains et préserver leur niveau de vie. Une mobilisation qui a contribué à renforcer le sentiment de confiance et d'appartenance, et qu'il faut aujourd'hui pérenniser et consolider", a-t-il fait valoir.

En outre, le directeur du département Maghreb de la BM a estimé que le secteur public ne peut plus se permettre d'être à la fois stratège et régulateur, et pourvoyeur de services, d'investissements et d'opportunités.

"Libérer le potentiel des citoyens et encourager la participation et l'engagement du secteur privé, des acteurs locaux, de la société civile, et des acteurs quels qu'ils soient, est aujourd'hui une voie d'inclusion nécessaire et plus pérenne", a-t-il ajouté.

Par ailleurs, M. Hentschel a relevé que le Maroc est bien conscient que sa capacité à devenir plus compétitif sur le marché mondial et surtout à renforcer le bien-être et la prospérité des citoyens passe par un investissement substantiel, et à long terme dans sa



ressource la plus précieuse qui est le capital humain.

Il semble aussi que ce capital, avec en particulier l'éducation et la santé, est le sujet qui préoccupe le plus les Marocains, a fait remarquer le responsable, précisant que le modèle présenté met fortement l'accent sur le renforcement des compétences des citoyens et des capacités de toutes et tous à contribuer au développement et à en être acteurs.

"A la Banque mondiale, nous saluons cette inflexion, déjà engagée depuis plusieurs années, et sur

laquelle le Maroc ne pourra faire l'impasse. Les chantiers de réforme déjà engagés dans ce sens sont prometteurs, mais les défis sont importants, notamment en matière de mise en œuvre et de coordination, du central au plus local", a-t-il soutenu.

Le NMD est donc porteur d'espoir et de principes fondateurs sur lesquels aussi bien les pouvoirs publics que les citoyennes et citoyens pourront s'appuyer pour revendiquer et jouer pleinement leurs rôles et s'attacher à l'atteinte collective d'un avenir plus pros-

père pour la jeunesse du Royaume, a conclu M. Hentschel.

Le rapport général de la CSMD a été présenté lors d'une cérémonie présidée par S.M le Roi Mohammed VI, mardi dernier au Palais Royal de Fès. Ce nouveau modèle de développement, qui définit une ambition nationale et propose un chemin du changement crédible et réalisable, résulte d'une interaction large avec plusieurs franges de la population sur leurs lieux de vie, notamment dans les territoires les plus reculés du pays.



La Banque mondiale salue un schéma inédit

# Maroclear obtient la certification ISO 9001 pour ses activités

Le dépositaire central des valeurs mobilières au Maroc, Maroclear, a annoncé, récemment, l'obtention de la certification ISO 9001 version 2015 pour son système de management de la qualité.

Cette distinction importante atteste de l'engagement du dépositaire central à améliorer en continu la qualité de ses services et de ses performances, souligne Maroclear dans un communiqué.

"Maroclear œuvre depuis des années au développement du marché tout en mettant le client au cœur de ses préoccupations", affirme le dépositaire central, notant que le certificat ISO 9001 récompense une démarche volontaire et cohérente qui a été menée

avec détermination par ses équipes, rapporte la MAP. Il s'agit d'une certification globale de l'ensemble des activités de codification, de conservation, de dénouement et d'administration des titres ainsi que de l'ensemble des activités en support desdits services, précise la même source. "C'est ainsi que Maroclear concrétise avec cette certification l'ensemble des efforts et des actions entreprises par le management et ses organes de gouvernance afin de renforcer et de renouveler la confiance du marché financier", a souligné le communiqué.

"Avec cette nouvelle certification, le slogan de Maroclear 'La confiance est le bien le plus précieux d'un marché ambitieux' prend là tout son sens",

a déclaré Mme Fathia Bennis, président-directeur-général de Maroclear, citée par le communiqué.

Le communiqué rappelle, par ailleurs, que l'adoption d'un système de management de la qualité aide les organisations à améliorer leurs performances globales et à fournir une base solide à des initiatives permettant d'assurer leur pérennité.

La norme ISO 9001 version 2015 est fondée autour de sept principes de management, en l'occurrence "Orientation client", "Leadership", "Implication du personnel", "Approche processus", "Amélioration", "Prise de décision fondée sur les preuves" et "Management des relations avec les parties intéressées".





## Retour du Festival de Cannes, avec une sélection qui s'annonce faste

Le Festival de Cannes, plus grand rendez-vous mondial du 7<sup>ème</sup> art, dévoile jeudi les contours de sa première édition depuis la pandémie avec une sélection officielle très attendue, qui s'annonce riche en cinéastes stars.

Programmé du 6 au 17 juillet sur la Croisette, le festival va réunir des milliers de professionnels du cinéma du monde entier, heureux de se retrouver après l'annulation de l'édition de l'an dernier.

Si le déconfinement se poursuit comme le gouvernement français l'a prévu, aucune jauge ne devrait être imposée dans les salles, mais la présentation d'un pass sanitaire (vaccination ou test PCR négatif) sera exigée.

Qui montera les marches ? Les Américains seront-ils au rendez-vous ? Comment concilier masques et paillettes, cocktails et mesures sanitaires ? Autant de questions sur lesquelles les organisateurs du Festival sont attendus, lors de leur traditionnelle conférence de presse dans un cinéma des Champs-Élysées.

Le suspens est à la hauteur de l'attente du côté des films en lice pour succéder à "Parasite" du Sud-Coréen Bong Joon Ho, Palme d'Or 2019. Plus de 2.000 films ont été visionnés.

Le délégué général Thierry Frémaux a déjà confirmé trois noms parmi les films soumis au jury, présidé par le new-yorkais Spike Lee, premier Afro-Américain à occuper cette fonction.

C'est un Français, Leos Carax, qui ouvrira le bal avec "Annette": le film réunit Marion Cotillard et Adam Driver, avec le mythique groupe américain Sparks au scénario et à la musique.

Dans un tout autre genre, Paul Verhoeven ("Basic Instinct", "Elle"), cinéaste dont les films ont un parfum de scandale, promet de ne pas laisser indifférent avec "Benedetta" un film sur une nonne lesbienne au XVII<sup>ème</sup> siècle, interprétée par Virginie Efira. Et l'Américain Wes Anderson présentera "The French Dispatch", un film tourné à Angoulême, dans le sud-ouest de la France, qui était déjà prêt pour l'an dernier et pourra fournir son

quota de stars au tapis rouge: outre Bill Murray, l'acteur fétiche du réalisateur, le casting réunit Tilda Swinton, Timothée Chalamet, Adrien Brody, et côté français, Léa Seydoux et Mathieu Amalric.

L'Italien Nanni Moretti, Palme d'Or en 2001 pour "La Chambre du fils", devrait très certainement revenir avec "Tre Piani".

Abondance de films oblige, le milieu se perd en conjectures sur les heureux élus qui pourraient le rejoindre: Joel Coen, l'aîné des frères Coen, peut prétendre à la compétition avec un "Macbeth" en noir et blanc, interprété par Denzel Washington, tout comme le mystique Apichatpong Weerasethakul (Palme d'or 2010) pour son premier film en anglais hors de Thaïlande ("Memoria")... La compétition pourrait voir le retour de Catherine Deneuve (dans "De son vivant"), ou le dernier film de Jane Campion ("The Power of the Dog"), l'unique femme à avoir décroché la Palme d'Or, en 1993.

Un blockbuster pourrait aussi s'inventer, probablement hors compétition,

comme le dernier James Bond ou bien le prochain film de super-héros de Chloé Zhao, l'Américaine qui vient de remporter l'Oscar avec "Nomadland".

Jusqu'au bout, les incertitudes liées au Covid-19 pèseront sur l'organisation du festival, même si pour le moment les indicateurs épidémiologiques en France permettent d'envisager un été serein. Ce qui n'empêchera pas les organisateurs de préciser jeudi les mesures sanitaires mises en oeuvre.

Il faudra rassurer les stars étrangères sur les précautions prises. La Mostra de Venise avait pu se tenir en septembre, avec un tapis rouge protégé des regards du public pour éviter les attroupements, mais où les stars pouvaient poser sans masque. La Berlinale, elle, s'était résolue en mars à organiser une édition en ligne.

La conférence de presse sera aussi probablement l'occasion pour Cannes de détailler ses projets et engagements en matière de parité, de diversité ou d'environnement, des sujets désormais incontournables pour le secteur.

M.O

## Débuts tonitruants pour "Sans un bruit 2" au box-office



Le film d'horreur "Sans un bruit 2" a fait des débuts en fanfare dans les salles obscures nord-américaines ce week-end, avec des chiffres inédits depuis le début de la pandémie, au moment où la levée des restrictions sanitaires aux Etats-Unis entraîne la réouverture des cinémas.

Avec plus de 58 millions de dollars projetés pour ses quatre premiers jours d'exploitation aux Etats-Unis et au Canada, selon les chiffres provisoires de la société spécialisée Exhibitor Relations, la suite du film à succès de 2018 représente une lueur d'espoir pour l'industrie du cinéma, durement frappée comme d'autres par les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19. Les chiffres définitifs sont attendus mardi, au lendemain

de Memorial Day, jour férié aux Etats-Unis.

Oeuvre de l'acteur-réalisateur John Krasinski, le film suit la même famille que l'opus original dans un monde post-apocalyptique, peuplé de monstres qui se repèrent grâce aux sons. "Sans un bruit 2" devance le "Cruella" des studios Disney, ayant également réalisé une bonne entrée au box-office, avec quelque 27 millions de dollars projetés pour la période allant de vendredi à lundi. L'histoire des origines de la méchante des "101 Dalmatiens", incarnée ici en prises de vue réelles par l'actrice Emma Stone, est également disponible aux Etats-Unis sur la plateforme de streaming Disney+.

Les débuts encourageants du film au

cinéma sont donc d'autant plus perçus par l'industrie comme un bon signe de la reprise économique du grand écran.

Loïn derrière ces deux nouveaux entrants, le dernier-né de la saga des films d'horreur "Saw", "Spirale: l'héritage de Saw", devrait engranger trois millions de dollars au cours du long week-end pour sa troisième semaine d'exploitation, portant son total à un peu plus de 20 millions.

"Un homme en colère", l'histoire d'un convoyeur de fonds au passé trouble, réalisé par le Britannique Guy Ritchie et avec son compatriote Jason Statham en tête d'affiche, talonne "Spirale" avec 2,75 millions de dollars pour sa quatrième semaine dans les salles (22,7 millions au total).

## Gims pourrait composer l'hymne de la Coupe du monde 2022

La chanson officielle de la Coupe du monde 2022 au Qatar sera peut-être une composition de Gims. Le Parisien rapporte que cette possibilité prend de plus en plus d'épaisseur au sein de l'émirat, où l'artiste congolais de 35 ans pourrait s'installer dans les prochains mois.

Couronné de succès avec notamment «Sapés comme jamais» ou «Bella», et de retour en cette fin de mois de mai avec une réédition de son album «Le Fléau», celui qui se faisait auparavant appeler Maître Gims

avait donné un concert en préambule de la finale de la Coupe de la Ligue 2016. Mais l'initiative n'avait pas été du goût du public du Stade de France, qui l'avaient copieusement sifflé.

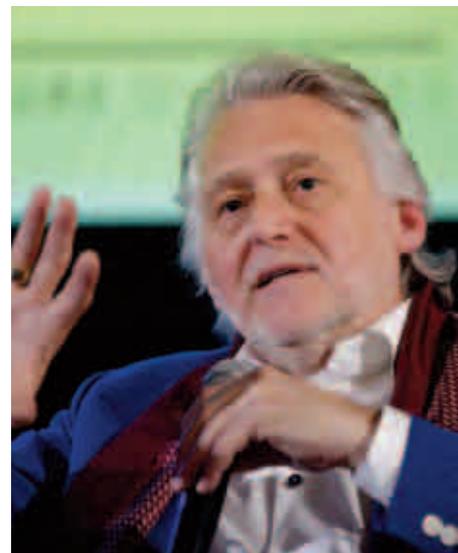
Si le choix des organisateurs de la Coupe du monde se confirme, Gims, dont la renommée n'est plus à faire en France, accèdera à une nouvelle dimension. Les dernières chansons officielles composées pour les précédents mondiaux ont été écrites des centaines de millions de fois.

Pour le tournoi de 2018 en Russie, Live It Up de Nicky Jam, Will Smith, Era Istrefi et Diplo ont allègrement dépassé les 250 millions de vues sur YouTube. Et pourtant, ce n'est rien à côté des chiffres affolants de 2014 et 2010. Avec We Are One, Pitbull, en featuring avec Jennifer Lopez et Claudia Leitte, a fait plus de 780 millions de vues. Shakira a fait encore mieux en allant au-delà des deux milliards de vues pour le clip de Waka Waka, utilisé lors du Mondial en Afrique du Sud.



Bouillon de culture

### Gilbert Rozon



Une artiste poursuit au civil l'ancien magnat de l'humour québécois Gilbert Rozon qu'elle accuse de l'avoir violée en 1988, troisième plainte du genre en un peu plus d'un mois contre le fondateur du festival «Juste pour Rire», ont annoncé vendredi les avocats de cette femme.

Danie Frenette, qui faisait carrière à l'époque dans le théâtre et le cirque, réclame 2,2 millions de dollars canadiens (1,4 millions d'euros) à l'ex-juré de l'émission «La France a un incroyable talent», selon la requête déposée au palais de justice de Montréal. M. Rozon, 66 ans, avait été acquitté en décembre dans une autre affaire de viol et d'attentat à la pudeur à la suite d'un procès au pénal. Mme Frenette accuse Gilbert Rozon de l'avoir violée lors d'une fête qu'il avait organisée dans le jardin de sa résidence à Montréal pour célébrer la fin du festival «Juste pour rire», en juillet 1988, selon la requête consultée par l'AFP. «Sous le choc, confuse et paralysée par la honte», la femme n'aurait pas résisté à son agresseur présumé et aurait quitté les lieux immédiatement après les faits.

Elle assure que Gilbert Rozon l'a de nouveau agressée sexuellement à l'automne 1988. «Le viol, les agressions et l'emprise du défendeur sur elle ont eu de graves répercussions sur sa vie, lesquelles se poursuivent encore aujourd'hui», soutiennent les avocats de Mme Frenette, aujourd'hui âgée de 66 ans.

## «La Loi de Téhéran», Grand prix du Festival du film policier



«La Loi de Téhéran» (titre VO), du réalisateur iranien Saeed Roustaei a remporté dimanche le Grand Prix de la 38<sup>ème</sup> édition du Festival international du film policier, ont annoncé les organisateurs dans un communiqué.

Choisi parmi les neuf films en compétition, «La Loi de Téhéran» met en scène un policier aux méthodes expéditives qui met enfin la main sur un parrain de la drogue, au terme de plusieurs années de traque, dans un pays où la possession de drogue est punie de la peine de mort.

La sortie en salles en France de ce film de 2019 est prévue le 28 juillet. Il s'agit du deuxième long-métrage de Saeed Roustaei, né en 1989, qui avait signé son premier film en 2006, «Life and a Day».

Cette 38<sup>ème</sup> édition «spéciale» du festival se tenait entièrement en ligne cette année, en raison des restrictions liées à la pandémie de Covid-19.

Le jury de huit membres, présidé par le comédien et metteur en scène Jacques Weber, comprenait notamment l'actrice

Anne Parillaud, la scénariste et romancière Négar Djavadi et les réalisateurs Lucas Belvaux et Jean-Paul Salomé. Autre film iranien récompensé, «The Slaughterhouse», d'Abbas Amini, a reçu le Prix du Jury. Il raconte l'histoire d'Amir qui retourne vivre chez son père en Iran après avoir été expulsé de France et qui, par solidarité familiale, se retrouve impliqué dans un crime atroce qui va l'amener à fréquenter le milieu de l'échange de devises étrangères au marché noir. Le Prix de la Critique est également revenu à «La Loi de Téhéran», tandis que le film français «Boîte Noire», de Yann Gozlan, a reçu le prix du public. Ce film, qui suit un technicien du Bureau d'enquêtes et d'analyses (BEA) chargé d'enquêter sur le crash d'un vol Dubaï-Paris, est attendu sur les écrans le 8 septembre. Le Festival du film policier, qui était organisé traditionnellement à Beaune avant de rompre avec cette ville en raison de différends financiers, a choisi de s'implanter à partir de 2022 à Reims, dans l'est de la France.

CABINET AL ISTICHA-  
RYA CONSULTING -  
SARI-BOUZNIKA  
Tél/Fax: 0537649573  
GSM: 0668792975.

Constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 11/05/2021, il a été établi les statuts d'une société SARL AU, dont les caractéristiques sont les suivantes: Denomination : " TRANS GRIBEL " S.A.R.L.A.U

Siège Social : N°7 MAGASIN 1 LOT AOUADI 1 BOUZNIKA.  
Associés unique :  
- Mr. MONIR BELHAIMER, apporteur en numéraire 100 000,00 Dhs soit 1000 Parts sociales.  
Objet : TRANSPORT DE MARCHANDISE POUR LE COMPTE D'AUTRUI.  
Durée : 99 ans.  
Capital social : 100.000,00 DHS.

Gérance : la société est gérée par : Mr. MONIR BELHAIMER.

Dépôt légal : la société a été immatriculée au RC au Tribunal de Première Instance de Benslimane sous le N°294 RC N°6889.

N° 4818/PA

ROYAUME DU MAROC  
MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIÈRE  
PROVINCE  
DE NOUACEUR  
COMMUNE  
BOUSKOURA  
DIRECTION  
DES SERVICES  
DIVISION DES TRAVAUX  
COMMUNAUX

APPEL D'OFFRE OUVERT N°23/2021/CB/DTC  
Le 24/06/2021, à 11 Heures, il sera procédé, dans le bureau de Mr le président de la commune Bouskoura à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix, pour:

Objet: TRAVAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC A LA RP 3009 SIS A LA COMMUNE DE BOUSKOURA PROVINCE DE NOUACEUR  
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à la commune Bouskoura au bureau du service des marchés, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics [www.marchéspublics.gov.ma](http://www.marchéspublics.gov.ma) et à partir de l'adresse électronique suivante: [communebouskoura2017@gmail.com](mailto:communebouskoura2017@gmail.com)

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : 250000,00 DH (deux Cent cinquante mille dirhams).

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : 3 758 640,00 DH (trois millions sept cent cinquante-huit mille six cent quarante dirhams et 00cts TTC).

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27,29 et 31 du décret n° 02-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité.

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau d'ordre de la commune Bouskoura.

- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

- Soit transmis par voie électronique dans le portail marocain des Marchés Publics Les échantillons les catalogues et les attestations d'origines doivent être déposés dans la division des travaux communaux au plus tard un jour ouvrable avant l'ouverture des plis avant 16h30.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 5 du règlement de consultations.

N° 4819/PA

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Suite à l'arrêté Gubernatorial N°146 du 27 Mai 2021, émanant de la Province d'Ouezzane, il est annoncé au public qu'une enquête publique sera ouverte en date du 08juin2021, pendant 15 jours, à la Commune de Brikcha, Caïdat Brikcha, Région de Tanger Tétouan Al Hoceïma.

Cette enquête concerne l'étude d'impact sur l'environnement d'un projet d'exploitation d'une ballastière sur l'oued Loukkous granu-

lats fluviatils. Ledit projet est réalisé par la Société « ENTREPRISE GENERALE HASSOU SARL », dont le siège est sis à 106, Avenue El Mansour Eddahbi, Souk Larbaa du Gharb, Province de Kénitra. Tel. : 06 61 18 95 87 / Fax. 05 37 90 39 26.

Les documents légaux de l'ouverture de l'enquête publique sont déposés et consultables à la Commune de Brikcha, Caïdat Brikcha, Région de Tanger Tétouan Al Hoceïma.

Cet avis d'enquête publique est fait selon les prescriptions du décret 2-04-564 du 5 Qaâda 1429 (4 Novembre 2008) fixant les modalités d'organisation et de déroulement des enquêtes publiques relatives aux projets d'impact environnemental

(publiés au B.O. N° 5684 du 20 Novembre 2008).

N° 4820/PA

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Suite à l'arrêté Gubernatorial N°147 du 27 Mai 2021, émanant de la Province d'Ouezzane, il est annoncé au public qu'une enquête publique sera ouverte en date du 08juin2021, pendant 15 jours, à la Commune Mesmouda, Caïdat Mze-froun, Province d'Ouezzane, Région de Tanger Tétouan Al Hoceïma.

Cette enquête concerne l'étude d'impact sur l'environnement d'un projet d'exploitation d'une carrière de granulats calcaires. Ledit projet est réalisé par la Société « ENTREPRISE GENERALE HASSOU SARL »,

dont le siège est sis à 106, Avenue El Mansour Eddahbi, Souk Larbaa du Gharb, Province de Kénitra. Tel. : 0661189587 / Fax. 0537903926.

Les documents légaux de l'ouverture de l'enquête publique sont déposés et consultables à la Commune Mesmouda, Caïdat Mze-froun, Province d'Ouezzane, Région de Tanger Tétouan Al Hoceïma.

Cet avis d'enquête publique est fait selon les prescriptions du décret 2-04-564 du 5 Qaâda 1429 (4 Novembre 2008) fixant les modalités d'organisation et de déroulement des enquêtes publiques relatives aux projets d'impact environnemental (publiés au B.O. N° 5684 du 20 Novembre 2008).

N° 4821/PA

ROYAUME DU MAROC



MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU

\*\*\*\*\*

SERVICE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT, DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU DE RHAMNA

**Objet : Fourniture des panneaux de signalisation routière -Province de Rhamna-**

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 18/2021

OUVERTURE DES PLS LE 29/06/2021

Le 29/06/2021 à 10h 30 (dix Heures et demi), Il sera procédé, dans la salle de réunion du Service de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau de Rhamna (Benguerir) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix pour :

Fourniture des panneaux de signalisation routière -Province de Rhamna-

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré pendant les heures ouvrables du bureau des marchés du Service de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau de Rhamna. Il peut être également téléchargé à partir du portail des Marchés Publics sur l'adresse électronique suivante [www.marchéspublics.gov.ma](http://www.marchéspublics.gov.ma).

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : (3 500,00 DH) Trois mille cinq Cent Dirhams. L'estimation des coûts des prestations établies par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : (227 112,00 dh) Deux Cent vingt-sept mille Cent douze dirhams /TTC.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27 , 29 et 31 du décret n° 2.12.349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit envoyer leurs plis par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau des marchés du SETLE ;
- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau des marchés du SETLE ;
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit envoyer par voie électronique au maître d'ouvrage sur le portail marocain des marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 6 du Règlement de consultation.

Dossier technique comprenant :

- a. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation
- b. Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original, délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les maîtres d'ouvrages qui ont éventuellement bénéficié. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

N°4822/PA

Royaume du Maroc



وزارة الزراعة والصيد البحري والتنمية الريفية والمياه والغابات  
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts  
قطاع المياه والغابات

Direction Provinciale des Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification du Sud-Ouest - Agadir  
الجهة الإقليمية للمياه والغابات والتنمية الريفية والصيد البحري في الجنوب الغربي  
Direction Provinciale des Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification de Zagora

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DES PRIX N° 09/2021/DPEFLCD.ZAG -SEANCE PUBLIQUE-

Le Vendredi 25 Juin 2021 à 10h il sera procédé, dans le bureau de Monsieur le Directeur Provincial des Eaux et Forêts et de la lutte contre la désertification de Zagora à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix pour : Exécution des travaux de régénération de l'Acacia Raddiana sur une superficie de cinquante (50) hectares dans le périmètre de Tizi N'Draa 8, Commune territoriale d'Errouha, Province de Zagora.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du bureau de la comptabilité à la Direction Provinciale des Eaux et Forêts et de la lutte contre la désertification de Zagora, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics ([www.marchéspublics.gov.ma](http://www.marchéspublics.gov.ma)).

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **Vingt mille (20 000,00) Dirhams.**

L'estimation du cout des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixé à la somme de : **Sept cent treize mille six cent quarante dirhams. (713.640,00 dhs)(TTC).**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2.12.349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- o Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau de la comptabilité de la Direction Provinciale des Eaux et Forêts et de la lutte contre la désertification de Zagora;
- o Soit envoyer leurs plis par courrier recommandé avec accusé de réception à la Direction Provinciale des Eaux et Forêts et de la lutte contre la désertification de Zagora ;
- o Soit les remettre directement au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- o Soit envoyer par voie électronique dans le portail Marocain des marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles indiquées dans l'article 4 du règlement de consultation.

Les concurrents doivent fournir une copie certifiée conforme à l'originale du certificat de qualification et classification des entreprises intervenant dans le secteur forestier, indiquant une catégorie minimale 4 pour la qualification et le secteur indiqué dans le tableau ci-dessous :

Secteur	Qualification	Catégorie minimale
1	1,4	4
Travaux de reboisement de régénération et d'amélioration sylvopastorale	Travaux de confection de gradins de fossés de banquettes, de potets et plantations	

NB : Les entreprises non installées au Maroc doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de la consultation

N°4823/PA

EL FARAJE DES COMPTES  
Cabinet Comptable, Juridique et Fiscal  
129 Angle BD Med 6 & Rue LIBOURNE Casablanca  
Avis de Constitution d'une SARL AU ALB TRANS SARL AU SARL au capital de 100.000,00 DHS  
Siège social Nador Douar Tikhoubay Aifay Hay Imassouden Ihddaden ICE: 002805924000059  
I- Aux termes d'un acte sous signé privé en date du 05 Mai 2021, il a été constitué une société à responsabilité limitée, dont les caractéristiques sont les suivantes :  
Forme : Société à responsabilité limitée associée unique (SARL AU)  
Dénomination sociale : ALB TRANS SARL AU  
Objet social : Transport routier de marchandise, messagerie, course expresse  
Siège social : Nador Douar Tikhoubay Aifay Hay Imassouden Ihddaden  
Durée: 99 ans  
Capital social : 100.000,00 DHS  
Montant du capital social 100.000,00 DHS divisé en 1000 parts sociales pour

une valeur de 100,00 DHS pour chaque part sociale, détaillé comme suit :  
Mr LAKSIR ALI 1.000 parts sociales.  
Gérant : Mr LAKSIR ALI nommé gérant unique de la société ALB TRANS SARL AU pour une durée illimitée, avec seule signature.  
Année sociale : du 1er janvier au 31 décembre.  
II- Le dépôt légal a été effectué le 07 Mai 2021 au tribunal de 1ère instance Nador sous le numéro 942.

N° 5016/PA

ROYAUME DU MAROC  
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR  
PROVINCE DE TAROUADANT  
COMMUNE IGHRM  
AVIS D'PEL D'OFFRE N°06/CT.IGH/2021.  
Le 25/06/2021 à 10.30 heures, il sera procédé dans le bureau de Mr le Président de la Commune IGHERM à L'Ouverture des plis relatifs à L'ADJUDICATION PUBLIQUE, POUR VENTE MATÉRIELS MISE EN FOURIERE, FERRAILLES ET MATÉRIAUX HORS SERVICE.  
Le dossier de l'adjudication publique peut être re-

tiré à la Régie des Recettes de C.T IGHERM. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).  
Le cautionnement provisoire est fixé à 10% des lots à choisir.  
Les concurrents peuvent:  
- Soit envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;  
- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau d'ordres de la C T IGHERM  
- Soit les remettre au président de la commission chargée de la vente au début de la séance et avant l'ouverture des plis.  
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 6 du CPS relatif à cette opération.  
N.B: - le concurrent peut constater les matériaux objet du présent adjudication durant les horaires légaux de travail Du 07/06/2021 au 23/06/2021.  
Pour plus de renseignements, contacter la régie des recettes communales durant les horaires légaux de travail.

N° 4804/PA

ROYAUME DU MAROC  
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR  
WILAYA DE LA REGION DE LAAYOUNE SAKIA EL HAMRA  
PROVINCE DE TARFAYA  
CONSEIL PROVINCIAL DE TARFAYA

**AVIS RECTIFICATIF DES APPELS D'OFFRE OUVERTS**

Il sera procédé, dans la salle des conférences de conseil provincial de Tarfaya l'ouverture des plis relatifs aux appels d'offre sur offres de prix suivantes :

N°	Objet	Ancien Date d'ouverture de plis	Nouvel Date d'ouverture de plis
02/CPT/2021	Entretien et réparation pour véhicules et engins du parc du conseil provincial de Tarfaya	12/06/2021 à 10h00	14/06/2021 à 10h00
03/CPT/2021	Les études techniques et suivi des travaux de viabilisation des trois lotissements « DYAR TARFAYA » « RYAD TARFAYA 1 » « RYAD TARFAYA 2 », appartenant au conseil provincial de Tarfaya, relevant de la province de Tarfaya	12/06/2021 à 11H00	14/06/2021 à 11H00
04/CPT/2021	Assistance technique pour le suivi des projets du conseil provincial de Tarfaya	12/06/2021 à 12h00	14/06/2021 à 12H00

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés au bureau des marchés conseil provincial de Tarfaya, ils peuvent être également téléchargés à partir du portail des marchés de l'état [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)

Le contenu la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27 et 29 et 31 du décret n° 2-12-349 du 20-03-2013 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :  
- Soit envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau d'ordre.  
- Soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau des marchés de conseil provincial de Tarfaya.  
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.  
- la réception des offres peut se faire, soit sur support papier dans les conditions ci-dessous, soit par voie électronique, conformément à l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.  
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues à l'article figurant au règlement de consultation.

N°4805/PA

ROYAUME DU MAROC  
Ministère de l'Éducation Nationale  
de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique  
Académie Régionale d'Éducation et de Formation - Région Marrakech-Safi  
Direction Provinciale de Marrakech.

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DES PRIX N°:10/INV/2021**

Le 24/06/2021 à 10 Heures, il sera procédé dans la salle des réunions de la direction provinciale de Marrakech relevant de l'AREF Marrakech-Safi, avenue Jnane Harti, guéliz Marrakech, à l'ouverture des plis, strictement réserve au PME ayant pour objet: l'acquisition d'équipement en matériels d'internats et cantines scolaires pour les établissements scolaires relevant de la direction provinciale de Marrakech en deux lots séparés.

- Lot N°01: les établissements scolaires de l'enseignement primaire et secondaire collégial.
- Lot N°02: les établissements scolaires de l'enseignement secondaire qualifiant.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré auprès du bureau des appels d'offres relevant du service des affaires administratives et financières de la direction provinciale de Marrakech, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'état « [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma) ».

Le cautionnement provisoire et estimations sont fixés comme suit:

Lot N°	Cautionnement provisoire en dhs TTC		Estimations de la prestation endhs TTC	
	En chiffres	En lettres	En chiffres	En lettres
01	2000.00	Deux mille dirhams	124 647.60	Cent vingt quatre mille six cent quarante sept dirhams soixante centimes
02	5000.00	Cinq mille dirhams	297 948.00	Deux cent quatre vingt dix sept mille neuf cent quarante huit dirhams

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des candidats doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret N° 2-12-349 du 08 Joumada Aloula 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent:

- Soit envoyer leurs dossiers par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau des appels d'offres au service des affaires administratives et financières de la direction provinciale de Marrakech.
- Soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau précité.
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- En application des dispositions du décret précité et celles de l'arrêté n°20-14 du 4 septembre 2014 relatif à la dématérialisation des procédures des marchés publics, les concurrents peuvent soumissionner électroniquement dans le cadre de cet appel d'offres au portail des marchés de l'état « [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma) ».
- La date de dépôt de la documentation (des articles qui portent l'Astérix (\*)) et des échantillons (des articles qui portent deux Astérix(\*\*)), au bureau des prix à la Direction provinciale de Marrakech (bureau des appels d'offres) est jusqu'à la veille de la date d'ouverture des plis, avant 15H00.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de consultation

NB: En application des dispositions de l'article 6 de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances N°3011.13 du 24 hijja 1434 (30 Octobre 2013) pris pour l'application de l'article 156 décret n° 2-12-349 du 8 joumada 1 1434 (20 mars 2013), il est signalé que le présent appel d'offres est réservé aux petites et moyennes entreprises nationales. Les concurrents sont invités à fournir les pièces prévues par l'article 4 de l'arrêté précité et à l'article 4du règlement de consultation.

N°4807/PA

ROYAUME DU MAROC  
MINISTRE DE L'INTERIEUR  
REGION MARRAKECH-SAFI  
PROVINCE DE YOUSOUFIA  
COMMUNE ESBIAT

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N°02/2021**

Le : 22 juin 2021..... à 10 heures , il sera procédé, dans le bureau du président de la commune de ESBIAT à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix, pour : adduction en eau potable par des bornes fontaines, des douars Ouladallal, Ouladslama, Ouladabdessalame et LahouazemLoubirat relevant de la commune ESBIate, Province de Youssoufia .

Une visite des lieux sera organisée le ...14/6/2021.... à 10H , lieu de départ est le siège de la commune esbiaat .la commune invite les soumissionnaires a y participé.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de trente mille Dirhams (30.000.00 DH)

L'estimation du cout des prestations établie par le maître d'ouvrage est : Un million sept cent onze mille cent quarante dirhams. (1.711.140,00 DHS).

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du service technique de la commune. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics de l'Etat et des collectivités locales à partir de l'adresse électronique : [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma) .

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 19, 25, 27, 29 et 31 du décret N° 02.12.349 du 8 joumada 1 1434(20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau d'ordre de la commune ESBIAT.
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit les envoyer par courrier électronique.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par les articles 9 du règlement de consultation.

Pour les concurrents installés au Maroc :

Une copie légalisée et certifiée conforme à l'original du certificat de qualification délivré par le ministère de l'équipement du transport de la logistique et de l'eau dans le (secteur/qualification/classe) :

SECTEUR DEMANDE	CLASSE MINIMALE	QUALIFICATION DEMANDE
C	4	CI

N°4806/PA

ROYAUME DU MAROC  
 MINISTÈRE DE L'INTERIEUR  
 PROVINCE OUEZZANE  
 CERCLE AL OUAHDA  
 COMMUNE ZGHIRA

**AVIS DE CONCOURS**

La Commune Zghira organise des concours d'aptitude professionnelle au titre de l'année 2021 au profit des fonctionnaires relevant de cette commune ayant une ancienneté de six ans dans leurs grades, selon le tableau suivant :

Accès au grade de :	Les conditions requises	Date et lieu du concours	Nombre de poste	Dernier délai de dépôt du dossier
Adjoint technique 2 <sup>o</sup> grade	Adjoint technique 3 <sup>o</sup> grade ayant 6 ans d'ancienneté dans ce grade	19/06/2021 COMMUNE ZGHIRA	01	17/06/2021

N°4801/PA

ROYAUME DU MAROC

  
 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
 ACADEMIE REGIONALE D'ÉDUCATION ET DE FORMATION  
 DRAA-TAFILALET  
 DIRECTION PROVINCIALE DE ZAGORA  
 SERVICE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES  
 DES CONSTRUCTIONS DES ÉQUIPEMENTS ET DE PATRIMOINE  
 BUREAU DES MARCHÉS

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° : 35-39/ZAG/2021.**

**SEANCE PUBLIQUE**

Le 23.24 Juin 2021, à partir de 10 h00 mn du matin, il sera procédé dans la salle de réunions au siège de la direction provinciale de l'académie régionale d'éducation et de formation Draa-Tafilalet à Zagora sis quartier administratif Zagora, à l'ouverture des plis relatifs aux appels d'offres sur offres de prix pour :

AOO N°	OBJET DE LA PRESTATION	ESTIMATION DES COÛTS DES PRESTATIONS DHS TTC	MONTANT DU CAUTIONNEMENT PROVISOIRE (DHS)	DATES D'OUVERTURE DES PLS
35/ZAG/2021	ETUDES TECHNIQUES ET LE SUIVI TOUS CORPS D'ETAT DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE 20 SALLES DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, AUX ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES RELEVANT DE LA DP DE L'AREF DT A ZAGORA, REPARTIES SUR 12 COMMUNES TERRITORIALES -PROVINCE DE ZAGORA.	115 008.00	1800.00	23/06/2021 à 10H00
36/ZAG/2021	ETUDES TECHNIQUES ET LE SUIVI TOUS CORPS D'ETAT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE 2500M. DES MURS DE CLÔTURE AUX 14 ÉTABLISSEMENTS PRIMAIRES RELEVANT DE LA DP DE L'AREF DT A ZAGORA, DANS 08 COMMUNES TERRITORIALES -PROVINCE DE ZAGORA.	129 600.00	2000.00	23/06/2021 à 11H00
37/ZAG/2021	ETUDES TECHNIQUES ET LE SUIVI TOUS CORPS D'ETAT DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE DEUX INTERNATS AUX DEUX LYCEES : SIDI SALEH QUALIFIANT ET SIDI AMROU QUALIFIANT RELEVANT DE LA DP DE L'AREF DT A ZAGORA, DANS LES CT DE : TAGOUNITE ET TAZARINE, PROVINCE DE ZAGORA.	174 000.00	2 700.00	23/06/2021 à 12H00
38/ZAG/2021	ETUDES TECHNIQUES ET LE SUIVI TOUS CORPS D'ETAT DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE CINQ (05) SALLES D'ORIENTATION, AUX LYCEES COLLEGIUX RELEVANT DE LA DP DE L'AREF DT A ZAGORA, DANS LES CT DE : TAZARINE, TAMEGROUITE, BLEIDA, ZAGORA ET AIT OUALAL, PROVINCE DE ZAGORA.	9 120.00	-	24/06/2021 à 10H00
39/ZAG/2021	ETUDES TECHNIQUES ET LE SUIVI TOUS CORPS D'ETAT DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE 03 SALLES DE RESSOURCES (ÉDUCATION INCLUSIVE), AUX ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES RELEVANT DE LA DP DE L'AREF DT A ZAGORA, DANS LES CT DE : ZAGORA, AGDEZ ET MEZGUITA, PROVINCE DE ZAGORA.	9 000.00	-	24/06/2021 à 11H00

Les dossiers des appels d'offres peuvent être retirés au Bureau des marchés à la direction provinciale de l'académie régionale d'éducation et de formation Draa-Tafilalet à Zagora. Ils peuvent également être téléchargés à partir du portail des marchés publics : [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit envoyer leurs plis, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité.
- Soit les déposer contre récépissé au bureau d'ordre de la direction provinciale de l'académie régionale d'éducation et de formation Draa-Tafilalet à Zagora.
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit les déposer électroniquement avant l'ouverture des plis, conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 4 septembre 2014 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article n° : 10 du règlement de la consultation

N.B : Les entreprises non installées au Maroc doivent fournir le dossier technique tel prévu par le règlement de consultation.

N°4802/PA

المملكة المغربية  
 وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني والتعليم العالي والبحث العلمي  
 الأكاديمية الجهوية للتربية والتكوين  
 جهة درعة تافيلالت  
 المديرية الإقليمية بميدلت

  
 ROYAUME DU MAROC  
 Ministère de l'Éducation Nationale  
 de la Formation Professionnelle  
 de l'enseignement supérieur  
 et de la recherche scientifique  
 Académie Régionale de l'Éducation et de Formation  
 Région Drâa-Tafilalet  
 Direction Provinciale de Midelt

**AVIS D'APPELS D'OFFRES OUVERTS**  
 Au rabais ou à majoration  
 (Séance publique)

Le 24/06/2021, il sera procédé au bureau du chef de service des Affaires Administratives et Financières, Construction, Equipement Et Patrimoine au siège de la direction provinciale de l'AREF DT de Midelt, sise à Avenue El massira, Midelt, à l'ouverture des plis relatifs aux appels d'offres ouverts au rabais ou à majoration comme suit :

1. Appel d'offres n° 10/MID/INV/2021  
**Objet : « TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DIX NEUF (19) SALLES DE CLASSE RELEVANT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'AREF DT DE MIDELET.»**  
 • Heure d'ouverture des plis : 10h00  
 • Cautionnement provisoire : Quarante Mille Dirhams (40 000,00 DH)  
 L'estimation TTC du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de :  
**3 231 204,00 dh (trois millions deux cent trente et un mille deux cent quatre Dhs 00 Centimes)**

2. Appel d'offres n° 11/MID/INV/2021  
**Objet : « TRAVAUX DE SUBSTITUTION DE VINGT NEUF (29) SALLES DE CLASSES DE PREFABRIQUES DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES RELEVANT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'AREF DT DE MIDELET.»**  
 • Heure d'ouverture des plis : 11h00  
 • Cautionnement provisoire : Soixante Mille Dirhams (60 000,00 DH)  
 L'estimation TTC du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de :  
**4 473 702,00DH (Quatre Million quatre Cent Soixante-treize Mille sept cent deux Dirhams.)**

3. Appel d'offres n° 12/MID/INV/2021  
**Objet : « TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE DE L'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL AU LYCÉE COLLEGIAL TAGOUDITE A LA CT AGOUDIME, PROVINCE DE MIDELET.»**  
 • Heure d'ouverture des plis : 12h00  
 • Cautionnement provisoire : Six mille Dirhams (6 000,00 DH)  
 L'estimation TTC du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de :  
**442 105,68 DHS (quatre cent quarante-deux mille cent cinq DHS soixante huit Centimes)**

4. Appel d'offres n° 13/MID/INV/2021  
**Objet : « TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'ÉCOLE AL KARAM DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE A LA CT DE MIDELET RELEVANT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'AREF DT DE MIDELET.»**  
 • Heure d'ouverture des plis : 13h00  
 • Cautionnement provisoire : Soixante-cinq Mille Dirhams (65 000,00 DH)  
 L'estimation TTC du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de :  
**5 356 962,00DH (Cinq Million trois cent cinquante-six Mille neuf cent soixante-deux Dirhams.)**

Le dossier de l'appel d'offres peut être retiré au bureau des marchés au siège de la direction provinciale de l'AREF Drâa-Tafilalet de Midelt sise à Avenue Elmassira Midelt, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics : [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doit être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- soit envoyés leurs plis, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité.
- soit les déposer contre récépissé dans le bureau des marchés sis à l'adresse précitée.
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit les transmettre par voie électronique via le portail des marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 07 du règlement de la consultation de chaque appel d'offres.  
 Pour le dossier technique les concurrents doivent produire :  
 Une copie certifiée conforme à l'original du certificat de classification et de qualification.

APPEL D'OFFRES	Secteur (Nouveau système)	Qualification (Nouveau système)	Classe minimale (Nouveau système)
10	A	A. 5	4
11 et 13	A	A. 2	3

SERVICE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES, CONSTRUCTION, ÉQUIPEMENT ET PATRIMOINE.  
 BUREAU DES MARCHÉS  
 La direction provinciale de l'AREF Drâa-Tafilalet de Midelt  
 Avenue El Massira BP: 317 MIDELET ☎ / 05 35 58 21 42 📠 / 05 35 58 04 18

N°4803/PA

Royaume Du Maroc  
Ministère de la Santé  
Délégation provinciale  
De Tata  
AVIS D'APPEL D'OFFRES  
OUVERT  
N° 01/2021/DMST  
(Séance publique) –  
Marché-cadre -  
Le 22 /06 /2021 à 10 Heures  
du matin, il sera procédé  
au siège de la Délégation  
du ministère de la Santé à  
la Province de Tata, à l'ou-  
verture des plis relatifs à  
l'appel d'offres sur offres de  
prix ayant pour objet :  
LA COLLECTE ET TRAI-  
TEMENT DES DECHETS  
MEDICAUUX ET PHARMA-  
CEUTIQUES DES SER-  
VICES ET FORMATIONS  
SANITAIRES RELEVANT  
DE LA DELEGATION  
PROVINCIALE DE SANTE  
DE TATA

Le dossier d'appel d'offres  
peut être retiré au bureau  
des marchés de la Délé-  
gation du Ministère de la  
Santé à la Province de TATA ;  
AV Mohamed V TATA, il  
peut être également télé-  
chargé à partir du portail  
des marchés publics : [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma).  
Le cautionnement proviso-  
ire est fixé à la somme de :  
10 000,00 Dh (Dix Mille  
Dirhams)

L'estimation des couts des  
prestations établies par le  
maitre d'ouvrage est fixée à  
la somme de :  
• Le seuil minimum est de :  
Soixante-six mille cinq cents  
Dirhams (66 500,00 dhs)  
• Le seuil maximum est de :  
Cent quatre mille cinq  
cents Dirhams (104 500,00  
dhs)

Le contenu, la présentation  
ainsi que le dépôt des dos-  
siers de concurrents doivent  
être conformes aux disposi-  
tions des articles 27, 29, 31 et  
148 du décret N° 2-12-349  
relatif aux marchés publics.  
Les concurrents peuvent :  
- Soit les envoyer par cour-  
rier recommandé avec ac-  
cusé de réception au bureau  
précité  
- Soit déposer contre récé-  
pissé leurs plis dans le bu-  
reau des marchés sus  
indiqué ;  
- Soit les transmettre, par  
voie électronique conformé-  
ment aux dispositions de  
l'arrêté du ministre de l'éco-  
nomie et des finances n° 20-  
14 du 8 kaada 1435 (4  
septembre 2014) relatif à la  
dématisation des procé-  
dures de passation des  
marchés publics.

- Soit les remettre au prési-  
dent de la commission  
d'appel d'offres au début  
de la séance et avant l'ou-  
verture des plis.

Les documents techniques  
exigés par le dossier d'ap-  
pel d'offres doivent être dé-  
posés au bureau des  
marchés de la Délégation  
du Ministère de la Santé à la  
Province de TATA à l'ad-  
resse sus indiquée avant le  
21/06/2021 à 16h30.

N° 4809/PA

ROYAUME DU MAROC  
MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE,  
DE LA FORMATION  
PROFESSIONNELLE,  
DE L'ENSEIGNEMENT  
SUPERIEURE ET  
DE LA RECHERCHE  
SCIENTIFIQUE  
ACADEMIE REGIONALE  
D'ÉDUCATION ET DE  
FORMATION

DE LA REGION DE  
L'ORIENTAL  
DIRECTION  
PROVINCIALE D'OUIDJA  
ANGAD  
LYCEE QUALIFIANT  
OMAR IBN ABDELAZIZ  
CPGE - OUIDJA  
AVIS D'APPEL  
D'OFFRES OUVERTS  
Le Vendredi 25/06/2021 à  
9h, il sera procédé à la salle  
des réunions de l'internat  
des CPGE du Lycée Quali-  
fiant Omar Ibn Abdelaziz à  
Oujda relevant de la Direc-  
tion Provinciale d'Oujda  
Angad - Académie Régi-  
onale d'Éducation et de For-  
mation Région de  
l'Oriental, sis : Bd Allal Ben  
Abdellah, à l'ouverture des  
plis relatifs à l'appel d'of-  
fres ouverts sur offres de  
prix suivant :

Appel d'offres n°  
01/CPGEO/2021 : Achat  
de denrées alimentaires  
destinées à l'internat des  
classes préparatoires aux  
grandes écoles du lycée  
qualifiant Omar Ibn Abde-  
laziz à Oujda relevant de la  
Direction Provinciale  
d'Oujda Angad - Académie  
régionale d'éducation et de  
formation région de l'oriental  
en 7 lots séparés.

- 1) Lot n° 1: Epicerie .
- 2) Lot n° 2: Achat de Viande2
- 3) Lot n° 3 : Achat de Poulet et Œufs .
- 4) Lot n° 4 : Achat de Pain .
- 5) Lot n° 5 : Achat de Poissons .
- 6) Lot n° 6 : Achat de Légumes et Fruits.
- 7) Lot n°7 : Achat du lait et ses dérivés.

Les dossiers d'appel d'of-  
fres peuvent être retirés du  
bureau des services maté-  
riels et financiers du lycée  
qualifiant OMAR IBN AB-  
DELAZIZ-OUIDJA relevant  
de de la Direction Provin-  
ciale d'Oujda Angad-  
AREF de l'Oriental, ils pe-  
uvent également être télé-  
chargés à partir du portail  
des marchés de l'Etat :  
[http://www.marchespub-  
lics.gov.ma](http://www.marchespub-<br/>lics.gov.ma).  
Le cautionnement proviso-  
ire est fixé à :

- 1) Lot n° 1: Epicerie;  
15800.00 dhs. Quinze mille  
huit cent dirhams.
- 2) Lot n° 2: Achat de  
Viande; 5175.00 dhs. Cinq  
mille cent soixante-quinze  
dirhams.
- 3) Lot n° 3 : Achat de Poulet  
et Œufs; 8800.00 dhs. Huit  
mille huit cent dirhams.
- 4) Lot n° 4 : Achat de Pain ;  
4850.00 dhs. Quatre mille  
huit cent cinquante dir-  
hams.
- 5) Lot n° 5 : Achat de Pois-  
sons ; 4500.00 dhs. Quatre  
mille cinq cent dirhams.
- 6) Lot n° 6 : Achat de Lé-  
gumes et Fruits 4200.00 dhs  
Quatre mille deux cent di-  
rhams.
- 7) Lot n°7 : Achat du lait et  
ses dérivés 3600.00 dhs.  
Trois mille six cent dirhams.

L'estimation du coût des  
prestations établie par le  
maitre d'ouvrage est fixée à  
la somme de :

- Appel d'offres n°  
01/CPGEO/2018 :  
• 1) Lot n° 1 : Epicerie; Min  
528268.00 dhs: - Max  
1056536.00 dhs:  
• 2) Lot n° 2 : Viande; Min :  
172500.00 dhs : Max:  
345000.00 dhs :  
• 3) Lot n° 3 : Poulet et  
Œufs ; Min : 293000.00 dhs  
:- Max : 586000.00 dhs :  
• 4) Lot n° 4 : Pain ; Min :

161800.00 dhs : - Max :  
323600.00 dhs :  
• 5) Lot n° 5 : Poisson ; Min  
: 150000.00 dhs : - Max :  
300000.00 dhs :

• 6) Lot n° 6 : Légumes et  
Fruits ; MIN : 141000.00 dhs  
:- Max : 282000.00 dhs :  
• 7) Lot n°7 : Lait et ses dé-  
rivés ; Min : 119732.00 dhs :

- Max : 239464.00 dhs :  
Le contenu, la présentation  
ainsi que le dépôt des dos-  
siers de concurrents doi-  
vent être conformes aux  
dispositions des articles 27  
et 29 et 31 du décret n°2-12-  
349 du 8 Jomada I (20  
Mars 2013) relatif aux mar-  
chés publics.

Les concurrents peuvent :  
- Soit déposer contre récé-  
pissé leurs plis au bureau  
des services matériels et fi-  
nanciers du lycée qualifiant  
Omar Ibn Abdelaziz -Oujda  
-DP Oujda Angad -  
AREFO.

- Soit les envoyer par cour-  
rier recommandé avec ac-  
cusé de réception au bureau  
précité,  
- Soit les remettre au prési-  
dent de la commission  
d'appel d'offres au début  
de la séance et avant l'ou-  
verture des plis.

- Soit déposer contre récé-  
pissé leurs plis sur le portail  
des marchés de l'Etat  
conformément à l'arrêté du  
ministre de l'économie et  
des finances n°20-14 du 8  
KAADA 1435 (4 septembre  
2014) relatif à la dématé-  
rialisation des procédures de  
passation des marchés pub-  
lics ;

• Les pièces justificatives à  
fournir sont celles prévues  
par l'article 8 du règlement  
de la consultation.

N° 4810/PA

ROYAUME DU MAROC  
Ministère de l'Équipement,  
du Transport,  
de la Logistique et de l'Eau  
DIRECTION GÉNÉRALE  
DE LA MÉTÉOROLOGIE  
AVIS D'APPEL D'OFFRES  
OUVERT

N° 12/2021/DGM  
Le présent Appel d'offres  
est réservé à la petite et  
moyenne entreprise  
nationale

Le 29 / 06 /2021 à 10h, il  
sera procédé, dans les bu-  
reaux de la Direction Gé-  
nérale de la Météorologie à  
l'ouverture des plis relatifs  
à l'appel d'offres sur offres  
de prix n°12/2021/DGM,  
pour Gardiennage et Sur-  
veillance des Locaux de la  
Direction Générale de la  
Météorologie Sise à Agadir,  
Inezgane, Tiznit, Sidi-Ifni et  
Traoudant (Diverses Préfec-  
tures).

Le dossier d'appel d'offres  
peut être retiré au Service  
des Marchés Publics de la  
Direction Générale de la  
Météorologie en face de la  
préfecture Hay Hassani  
Boite Postale 8106 à Casa-  
blanca, il peut également  
être téléchargé à partir du  
portail des marchés publics  
([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma))

-Le cautionnement proviso-  
ire est fixé à la somme de :  
10 000,00 dhs (Dix mille di-  
rham).

-L'estimation des coûts des  
prestations établie par le  
maitre d'ouvrage est fixée à  
la somme de 655 237,44 Di-  
rham (Six Cent Cinquante  
Cinq Mille Deux Cent  
Trente Sept dirham Quar-  
ante Quatre Centimes  
TTC).

- Le contenu, la présenta-  
tion ainsi que le dépôt des  
dossiers des concurrents  
doivent être conformes aux  
dispositions des articles  
27,29 et 31 du décret  
n°2.12.349 relatif aux mar-  
chés publics.

Les concurrents peuvent :  
- Soit déposer contre récé-  
pissé leurs plis dans le Ser-  
vice des Marchés Publics de  
la Direction Générale de la  
Météorologie en face de la  
préfecture Hay Hassani  
Boite Postale 8106 à Casa-  
blanca.

- Soit les envoyer par cour-  
rier recommandé avec ac-  
cusé de réception au Service  
précité;

- Soit les remettre au prési-  
dent de la commission  
d'appel d'offres au début  
de la séance et avant l'ou-  
verture des plis.

- Soit transmettre par voie  
électronique conformément  
aux dispositions de l'arrêté  
du ministre de l'économie  
et des finances n° 20-14 du  
08 Kaada 1435 (04 Septem-  
bre 2014) relatif à la déma-  
téalisation des procédures

de passation des marchés  
publics  
Il est prévu une visite des  
lieux suivants :

- le 15 / 06 /2021 visite du  
siège DRMC à Agadir à  
10h00, du CPM d'Agadir à  
11h00 et du CPM de Tarou-  
dant à 15h00
- le 16 / 06 /2021 visite des  
CPM de Tiznit à 10h00,  
Sidi-Ifni à 14h00.

Les pièces justificatives à  
fournir, sont celles prévues  
par l'article 11 du règlement  
de consultation.

N° 4811/PA

ROYAUME DU MAROC

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts  
Département des Eaux et Forêts

Direction Régionale des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification du Rif  
Direction Provinciale des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification de Tétouan

\*\*\*\*\*

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT N° 23/2021/DPEFLCD-Té

(RESERVE A LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE, AUTO-  
ENTREPRENEURS, COOPERATIVES ET GROUPEMENT DE COOPERATIVES)

Le 25 juin 2021 à 11 heures, il sera procédé, dans les bureaux de la Direction Provinciale des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification de Tétouan, sis à avenue des FAR Tétouan, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix, pour l'exécution des travaux de réhabilitation et d'entretien de chemins forestiers sur une longueur totale de 10,72 Km, répartis en trois lots.

Lot n° 01 : L'exécution des travaux de réhabilitation et d'entretien du chemin forestier dénommé « Oued Assellam», sur une longueur de 2,74 Km, relevant de la commune territoriale de Béni Leit, Province de Tétouan (lot n° 01).

Lot n° 02 : L'exécution des travaux de réhabilitation et d'entretien du chemin forestier dénommé « Mqie El Maiz», sur une longueur de 2,92 Km, relevant de la commune territoriale de Béni Leit, Province de Tétouan (lot n° 02).

Lot n° 03 : L'exécution des travaux de réhabilitation et d'entretien du chemin forestier dénommé « Mqie El Maiz-Aferten», sur une longueur de 5,06 Km, relevant de la commune territoriale de Béni Leit, Province de Tétouan (lot n° 03).

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau des programmes et suivi évaluation de la Direction Provinciale des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification de Tétouan, sis à avenue des FAR Tétouan, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma).

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de :

- Trente mille (30.000,00 DH) dirhams pour le lot n° 1.
- Quarante mille (40.000,00 DH) dirhams pour le lot n° 2.
- Cinquante mille (50.000,00 DH) dirhams pour le lot n° 3.

L'acte de cautionnement doit être libellé au nom de la Direction Provinciale des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification de Tétouan.

L'estimation des coûts des prestations établie par le maitre d'ouvrage est fixée à la somme de :

Lot n° 01 : Huit cent soixante dix-neuf mille cinq cent trente dirhams, quarante centimes (879.530,40 Dh),  
Lot n° 02 : Un million dix-sept mille huit cent soixante seize dirhams (1.017.876,00 Dh)  
Lot n° 03 : Un million quatre cent vingt six mille quatre cent treize dirhams, soixante centimes (1.426.413,60 Dh).

En application des dispositions de l'article 156 du décret n° 2.12.349, et de l'article 6 de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 3011-13 du 30 octobre 2013 portant application de l'article 156 du Décret n° 2-12-349, les lots du présent appel d'offres sont réservés à la petite et moyenne entreprise.

En application des dispositions du décret n° 2-19-69 relatif aux autos entrepreneurs, coopératives et groupement de coopératives, les lots du présent appel d'offres sont réservés aux autos entrepreneurs, coopératives et groupement de coopératives.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n°2-12-349 du 20/03/2013 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau des marchés de la Direction Provinciale des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification de Tétouan;
- soit envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité;
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- soit soumissionner par voie électronique via le portail des marchés publics [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma).

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 9 du règlement de consultation.

Les concurrents installés au Maroc doivent fournir une copie certifiée conforme à l'original du certificat de qualification et de classification des entreprises intervenant dans le secteur forestier conformément à l'arrêté du premier ministre n° 3-56-06 du 8 Novembre 2006 et l'arrêté du premier ministre n° 3-57-06 du 8 Novembre 2006 publiés au bulletin officiel n° 5480 du 07/12/2006. Le secteur de l'activité concernée, la classe minimale et les qualifications exigées :

Lot	Secteur d'activité	Qualification	Catégorie minimale
1	3	3.1	4
2	3	3.1	3
3	3	3.1	3

N°4808/PA

Royaume du Maroc  
Ministère de la Justice  
Cour d'appel  
de commerce  
De Casablanca  
Tribunal de commerce  
de Casablanca  
Dossier N° : 130216  
CP : 14558  
Contrat de vente d'un  
fonds de commerce  
Par  
Mr Brahim Mrigat  
titulaire de la CNI  
N° B174294  
A  
Madame Benbatti Amal  
titulaire de la CNI N°  
EE230583 vente de fonds  
de commerce à usage  
commercial de coiffure  
situé à Casablanca, 290,  
Bd Brahim Roudani,  
Maarif  
Inscrit au registre de  
commerce de Casablanca  
sous n° 302.928  
Les oppositions seront re-  
çues au secrétariat greffe  
du tribunal de commerce  
(Service du registre du  
commerce) dans les  
quinze jours au plus tard  
après la deuxième inser-  
tion.  
1ère : Insertion  
2ème : Insertion.  
N° 4814/PA

ROYAUME DU MAROC  
MINISTÈRE  
DE L'INTERIEUR  
PROVINCE  
DE CHEFCHAOUEN  
CERCLED'ASSIFANE  
CAIDAT ASSIFANE  
C.BNI SELMANE  
Avis d'appel d'offres  
ouvert N° : 01./2021  
Le lundi 28 juin 2021 à  
11h30mn du matin Il sera  
procédé au siègedes-  
groupement des com-  
munes auprès de la  
province de Chefchaouen  
à l'ouverture des plis re-  
latif à l'appel d'offres sur

offre des prix pour la lo-  
cation du souk hebdoma-  
daire KHMIS M'DIQ  
relevant de la commune  
de béni selmane Caidat et  
cercle d'assifane province  
de chefchaouen, au titre  
de l'année 2021.  
Le dossier d'appel d'offres  
peut être retiré du bureau  
de service des marchés de  
la C .BNI SEMANE Assi-  
sifane, il peut également  
être téléchargé à partir du  
portail des marchés de  
l'état [www.marchespub-  
lics.gov.ma](http://www.marchespub-<br/>lics.gov.ma).  
- le cautionnement provi-  
soire est fixé à la somme  
de:20.000 ,00 dhs.(vingt  
mille dirhams).  
- L'estimation de la loca-  
tion est fixée à la somme  
de460000.00dhs(Quatre  
cent soixantemilleDi-  
rhams).  
- Le contenu, la présenta-  
tion ainsi que le dépôt des  
dossiers des concurrents  
doivent être conformes  
aux dispositions des arti-  
cles 27-29 et 31 du décret  
N° 02-12-349 du 8 Jou-  
mada I. 1434 (20 Mars  
2013) relatif aux marchés  
publics et suivant le cahier  
de charge.  
Les concurrents peuvent :  
-Soit déposer contre récé-  
pissé leurs plis dans le bu-  
reau de service des  
marchés de la commune.  
-Soit les envoyer par cour-  
rier recommandé avec ac-  
cusé de réception au bu-  
reau précité.  
-Soit les remettre au Prési-  
dent de la commission  
d'appel d'offres au début  
de la séance et avant l'ou-  
verture des plis.  
-soit les envoyer par voie  
électronique sur le portail  
des marchés publics  
[www.marchespublics.gov-  
ma](http://www.marchespublics.gov-<br/>ma).  
N° 4815/PA

ROYAUME DU MAROC  
MINISTÈRE  
DE L'INTERIEUR  
PROVINCE  
DE CHEFCHAOUEN  
CERCLED'ASSIFANE  
CAIDAT ASSIFANE  
C.BNI SELMANE  
Avis d'appel d'offres  
ouvert N° 02 /2021.  
Le lundi 28 juin 2021 à  
12h30min, Il sera procédé  
au siègedes groupements  
des communes à la pro-  
vince de chefchaouen à  
l'ouverture des plis relatif  
à l'appel d'offres sur offre  
des prix pour la location  
du souk hebdomadaire  
KHMIS LOUTA relevant de  
la commune territoriale  
de béni selmane caïdat et  
cercle d'assifane province  
de chefchaouen ,au titre  
de l'année 2021.  
Le dossier d'appel d'offres  
peut être retiré du bureau  
de SERVICE DES  
MARCHES au siège de la  
C.TBNI SEMANE à Assi-  
sifane, il peut également  
être téléchargé à partir du  
portail des marchés de  
l'état [www.marchespub-  
lics.gov.ma](http://www.marchespub-<br/>lics.gov.ma).  
- le cautionnement provi-  
soire est fixé à la somme  
de:4.000 ,00 dhs.(quatre  
mille dirhams).  
- L'estimation de la loca-  
tion est fixée à la somme  
de 20000.00dhs(vingtmille  
Dirhams).  
-Le contenu, la présenta-  
tion ainsi que le dépôt des  
dossiers des concurrents  
doivent être conformes  
aux dispositions des arti-  
cles 27-29 et 31 du décret  
N° 02-12-349 du 8 Jou-  
mada I 1434 (20 Mars  
2013) relatif aux marchés  
publics et suivant le cahier  
de charge.  
Les concurrents peuvent :  
-Soit déposer contre récé-  
pissé leurs plis dans le bu-

reau de service des mar-  
chés de la commune.  
-Soit les envoyer par cour-  
rier recommandé avec ac-  
cusé de réception au bu-  
reau précité.  
-Soit les remettre au Prési-  
dent de la commission  
d'appel d'offres au début  
de la séance et avant l'ou-  
verture des plis.  
--soit les envoyer par voie  
électronique sur le portail  
des marchés publics  
[www.marchespublics.gov-  
ma](http://www.marchespublics.gov-<br/>ma).  
N° 4816/PA  
Royaume du Maroc  
Office National  
de l'Electricité  
et de l'Eau Potable  
Branche Eau  
Renforcement  
de la production de la  
ville de Tinghir  
-Lot : Conduites  
AVIS D'APPEL  
D'OFFRES OUVERT  
INTERNATIONAL  
N°44 DRD /CE/  
AMD/4/2021  
La présente consultation  
concerne les travaux de  
Renforcement de la pro-  
duction de la ville de  
Tinghir -Lot : Conduites.  
Le présent Avis d'appel  
d'offres fait suite à l'Avis  
général de passation des  
marchés de ce projet qui a  
été publié sur le site web  
de la BERD, Passation des  
Marchés ([www.ebrd-  
com](http://www.ebrd-<br/>com))le 20/04/2021.  
L'Office National de  
l'Electricité et de l'Eau Po-  
table - Branche Eau ci-  
après dénommé «le  
Maître de l'Ouvrage», a  
l'intention d'utiliser une  
partie du produit d'un  
prêt de la Banque Euro-  
péenne pour la Recons-  
truction et le

Développement (la  
Banque) pour couvrir le  
coût pour leRenforcement  
de la production de la  
ville de Tinghir -Lot :  
Conduites.  
Les soumissions aux mar-  
chés qui doivent être fi-  
nancés au moyen du  
produit d'un prêt de la  
Banque sont ouvertes aux  
entreprises de tous les  
pays.  
Pour être admissible à l'at-  
tribution d'un marché, les  
soumissionnaires doivent  
satisfaire aux critères mi-  
nimaux suivants:  
Le soumissionnaire doit  
avoir un chiffre d'affaires  
annuel moyen d'au moins  
:SeptMillions, Deux Cents  
Soixante Quinze Mille Di-  
rhams hors taxes(7275  
000,00 DH HTMAD), qui  
correspond au total des  
paiements mandatés reçus  
pour les marchés en cours  
et/ou achevés au cours  
des trois (03) années(2018-  
2019-2020).  
Expérience en tant qu'en-  
trepreneur principal, dans  
le cadre d'au moins Deux  
(02)cas de travaux simi-  
laires de type et de nature  
au cours des dix (10) der-  
nières années et qui com-  
prennent  
Fourniture ,Transport et  
pose conduite d'eau pota-  
ble sous pression de dia-  
mètres supérieurs ou  
égaux à 200 mm sur un li-  
néaire minimum de 02 ki-  
lomètres.  
Le dossier d'appel d'offres  
ne peut être téléchargé  
qu'à partir du portail des  
marchés publics à  
l'adresse :  
[https://www.marchespub-  
lics.gov.ma](https://www.marchespub-<br/>lics.gov.ma)  
Toutes les offres doivent  
être accompagnées d'une

garantie de soumission  
d'un montant de  
Cent Seize mille Quatre  
Cent Dirhams Marocain  
(116400,00 MAD)ou son  
équivalent dans une mon-  
naie convertible.  
Les offres doivent être re-  
mises au bureau des mar-  
chés, à l'adresse  
ci-dessous au plus tard le  
Mercredi 28 Juillet 2021à  
09H30(heure locale), où il  
sera procédé à l'ouverture  
des plis en présence des  
représentants des soumis-  
sionnaires qui ont choisi  
d'y assister.  
Les plis seront ouverts en  
présence des represen-  
tants des soumission-  
naires qui souhaitent être  
présents à l'ouverture le-  
Mercredi 28 Juillet 2021à  
10H00(heure locale) à  
l'adresse mentionnée ci-  
dessous.  
Les soumissionnaires po-  
tentiels peuvent obtenir  
un complément d'infor-  
mation, uniquement par  
envoi de courriels à  
l'adresse suivante :  
selamielhassani@onee.ma.Ou  
yramchoun@onee.ma.  
L'adresse de réception des  
offres transmises par voie  
postale ou de remise di-  
rectement au bureau d'or-  
dre de l'Office est la  
suivante :  
Office National de l'Elec-  
tricité et de l'Eau Potable -  
Branche Eau (ONEE-  
Branche Eau)  
Direction Régionale de  
Drâa Tafilalet de l'ONEE -  
Branche Eau  
Adresse : 20, Rue Antsi-  
rabé BP 54.  
Meknès- MAROC  
Tél : + 212 (0) 5 35 52 05 08  
/05 35 52 21 58.  
Fax : +212 (0) 5 35 52 41 95  
N° 4817/PC

ROYAUME DU MAROC  
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR  
PROVINCE EL JADIDA  
CERCLE HAOUZIA  
CAIDAT OULED RAHMOUNE  
COMMUNE OULED RAHMOUNE  
\*\*\*

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT  
\* SEANCE PUBLIQUE \*

\*\*\*\*

Le : 28/06/2021 il sera procédé, dans la salle de réunion de la Commune Ouled Rahmoune à l'ouverture des plis relatif  
auxappel d'offre sur offre de prix comme suit :

N°AO	Heure	OBJET	Estimation du maître d'ouvrage de DH TTC	Caution provisoire
3	10h	TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE PAR BF AU DOUARS/ ZROUG/BOUCEDRA LAOUCHACHINA/CHOUAWD/ACHRAKA/KHAMIJE/LAGRITATE relevant la Commune Ouled Rahmoune Province El-Jadida - Lot unique	999893,64 Neuf cent quatre vingt dix neuf mille huit cent quatre vingt trois dhs 64 cts	25 000,00 Vingt Cinq Mille dirhams

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du service technique de la Commune Ouled Rahmoune, il peut  
également être téléchargé à partir du portail des marchés publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)).

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des  
articles 27, 29 et 31 du décret n° 2.12.349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau d'ordre de la  
Commune Ouled Rahmoune.
- Soit déposer contre récépissé, leurs plis dans le service technique de la Commune Ouled  
Rahmoune.
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant  
l'ouverture des plis.
- Soit déposer leurs offres par voie électronique dans le site des marchés publics :  
[www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma).

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 9 du règlement de consultation. Pour le  
dossier technique, il doit comprendre :

- Une copie du certificat de qualification et de classification. La classe minimale et la qualification exigées sont :

AO N°	Secteur	Qualification	Classe
3	C	C1	Classe 5

Toutefois, les entreprises non installées au Maroc sont tenues de fournir le dossier technique tel que  
prévu par le règlement de la consultation.

N°4812PA

ROYAUME DU MAROC  
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR  
PROVINCE EL JADIDA  
CERCLE HAOUZIA  
CAIDAT OULED RAHMOUNE  
COMMUNE OULED RAHMOUNE  
\*\*\*

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT  
\* SEANCE PUBLIQUE \*

\*\*\*\*

Le : 28/06/2021 il sera procédé, dans la salle de réunion de la Commune Ouled Rahmoune à l'ouverture des plis relatif  
auxappel d'offre sur offre de prix comme suit :

N°AO	Heure	OBJET	Estimation du maître d'ouvrage de DH TTC	Caution provisoire
4	12h	TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE PAR BF AU DOUARS/ LABGHILATE / LAKDADRA/ OULED HAMOU ALU/LAHOUANTA/LAKWAHI/KHAMIJE relevant la Commune Ouled Rahmoune Province El-Jadida- Lot unique -	793594,53 Sept cent quatre vingt trois mille cinq cent quatre vingt quatre dhs 53 cts	20 000,00 Vingt Mille dirhams

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du service technique de la Commune Ouled Rahmoune, il peut  
également être téléchargé à partir du portail des marchés publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)).

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des  
articles 27, 29 et 31 du décret n° 2.12.349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau d'ordre de la  
Commune Ouled Rahmoune.
- Soit déposer contre récépissé, leurs plis dans le service technique de la Commune  
Ouled Rahmoune.
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant  
l'ouverture des plis.
- Soit déposer leurs offres par voie électronique dans le site des marchés publics :  
[www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma).

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 9 du règlement de consultation. Pour le  
dossier technique, il doit comprendre :

- Une copie du certificat de qualification et de classification. La classe minimale et la qualification exigées sont :

AO N°	Secteur	Qualification	Classe
4	C	C1	Classe 5

Toutefois, les entreprises non installées au Maroc sont tenues de fournir le dossier technique tel que  
prévu par le règlement de la consultation.

N°4813PA



Mots flechés

Par Abou Salma

Jeux & Loisirs

RECTO	↓	CARDINAUX	↓	INDIVIDU	OXYPÉ	↓	PETIT CUBE	TAG	LOUÉE	↓	RÉTABLI
NI POUR NI CONTRE	→						BANDE	→			
VERSO	→			ROMAINS			MONTRÉ DU DOIGT	→			SYMBOLE DU CUIVRE
CONTR-AIGNANT		PRÉPOSITION	DÉCHIFFRÉS	→			MÉTAL VIEILLE	→			
	↓										LETTRES DE NADOR
DANS LE VENT LIÉ	→		ORDURIER	LITHIUM	MERCE-NAIRE	→			COULÉE DE LAVE		UTOPISTE BAGARRE
	↓		HOMME DE TROUPE	→							
VENTRE	CARDINAUX	↓	GLOBULES ROUGES	→							ÎLE DE LA MÉDITERRANÉE
	↓						ENSUITE		CONIFÈRE FORME D'ÊTRE		RIVIÈRE
ANNONCE UNE SUITE			CAPABLE LETTRES D'ANTAN	→					À L'ENVERS: PANTOIS		
EXTRÉ-MITÉ	TRACAS MORCEAU DE ROCK	→							EN FUIITE ROMAINS		
	↓										
CRACRA	→				EST TRADUIT EN ANGLAIS	→			NUE CHEZ LE POÈTE		PETIT CUBE

Solution mots flechés d'hier

DESSEIN RÉFLÉCHÉ	P	LAISSER ALLER	GRECQUE	EXTRAIT CONCENTRÉ	E	MACHIN À SOUS	M	TYPE POPULAIRE	SHOOT AIRE	C	TROMPE GIFLE
TAC NÉGATION	R	RIPOSTE			S	TE				TOP	
	D	ENI	ARROSÉ POUR REFROIDIR		S	ICAI				R	E
ROMAINS	M	C	NUPHISTE UNDESAL EN VIE		V	ER	SYMBOLE DU BROME		B	R	MATURE MORTE
MATÈRE COLORÉE ROUGE	F	E	O	S	I	N	E	AUTEUR INCONNU	R	E	H
MORCEAU D'APIN	D	N	ADHÉRA	MONASTÈRE	C	L	O	LETTRES DE MÉRIDIEN COUPÉS	I	T	R
FIN DE MALADIE	I	T	E	UN ALLEMAND FIN D'ANNÉE	E	I	N	EN MARGE	R	G	SORTIES
FÛT	T	I	N	E	VOCIFÉRAI	R	CÉINTURE MÉDICALE	PRONOM ET ADVERBE	A	P	POSSÉSSIF
HISTOIRES ANCIENNES	A	N	T	E	C	E	D	E	N	T	S
TÊTE DE TERROIRISTE	T	E	R	EXPRIME UN REFUS	R	I	N	ANCIEN PEUPLE DU PÉROU	I	N	C
SANS VIE TOURNÉ SOL	I	N	A	N	I	M	E	LETTRES DE RUSSIE	H	T	ÊTE DE VERLU
REFUS DU PASSÉ	N	E	N	N	I	C	O	COUPE-FEU	T	R	E
								CHEVILLES TORDUES	E	S	S

**Directeur de la Publication et de la Rédaction**  
Mohamed Benarbia

**Rédaction**  
Mohamed Bouarab  
Hassan Bentaleb  
Alain Bouithy  
Mourad Tabet  
Wafaa Mejdoubi  
Mehdi Ouassat  
Chady Chaabi

**Responsable des ressources humaines**  
Atika Rachdi

**Directeur artistique**  
Fouad Ezzafir

**Service technique**  
Khadija Sabi (Responsable)  
Meryem Warrach  
Myriem Rehane  
Khadija Halafi  
Hafid Bouzarouata  
Mariama Farki  
Elkandoussi Elmardi

**Révision**  
Abdelmoumein Warrach  
**Secrétariat**  
Asmaa Tabaa

**Photographe de la Rédaction**  
Ahmed Laaraki

**Correspondants**  
Ahmadou El Katab (Laâyoune)  
Abdelali Khallad (Essaouira)

**Collaborateurs**  
Chouaib Sahnoun  
Khalil Benmouya

**Adresse de la Rédaction des ressources humaines**  
33, Rue Amir Abdelkader  
B.P. 2165 - Casablanca Maroc

**Youssef El Gahs**  
Mouna El Youssoufi  
Loubna Baghdadi  
Latifa Mounib  
Rkia Ait Dahman  
Siham Zaiter  
Fadwa Choukri

44, Avenue de l'EA.R  
3<sup>ème</sup> Etage - Casablanca  
Tél: 0522 31.00.62  
Fax: 0522 31.28.10

**Imprimerie**  
Les Editions Maghrebines

**Distribution**  
SAPRESS  
Dossier DE PRESSE  
130/64

Site web: [www.libe.ma](http://www.libe.ma)

**Journal Libération**  
Libération Maroc

**المغرب ojd MAROC**  
2017  
[www.ojd.ma](http://www.ojd.ma)

**E-mail:**  
Libération@libe.ma  
Téléphone: 0522 61.94.04  
0522 62.32.32  
Fax de la rédaction: 0522 62.09.72

**Service annonces et publicité**  
E-mail: [annoncesliberation@libe.ma](mailto:annoncesliberation@libe.ma)

### Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III			■							
IV					■				■	
V			■							
VI						■				
VII		■				■				
VIII	■							■		
IX				■			■			
X										

**HORIZONTALLEMENT**

- I. Dense du ventre.
- II. Vidange.
- III. A l'entrée du labyrinthe - Donnent des revenus.
- IV. Mot de Pilate - Contenu de bol.
- V. N'est pas resté en place - Recoupe.
- VI. Mauvaise pellicule - Ville d'Auvergne.
- VII. Un ailleurs - En dessous de la douille.
- VIII. Eminences pas forcément grises - Gros trou...
- IX. C'est Eugène ! - Une erreur presque effacée - N'endort qu'à moitié.
- X. Ne sont pas forcément extra.

**VERTICALEMENT**

- 1. Un cri étouffé ... - Lettres du Patron.
- 2. Sortit en catastrophe - Sirotée.
- 3. Pas niet - Consacrer ou condamner.
- 4. Colorèrent. 5. Résultat d'un certain effeuillage - Une sardine prête à être mise en boîte.
- 6. Miam avec lui - Lentilles.
- 7. Habituels.
- 8. Ne dirait pas oui - A moitié le trac.
- 9. La moitié de la moitié de tata - Le petit gars de la Marine.
- 10. Interventions.

### Solution mots croisés d'hier

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	G	A	S	P	I	L	L	E	U	R
II	A	U	T	O	G	U	I	D	E	E
III	L	■	A	I	N	■	C	U	L	S
IV	V	A	R	S	■	N	O	C	E	S
V	A	U	■	S	A	U	R	A	■	A
VI	N	S	■	E	V	E	N	T	A	S
VII	I	T	O	U	■	R	E	I	N	S
VIII	S	E	U	S	I	■	■	F	I	E
IX	E	R	R	E	R	A	S	■	M	U
X	R	E	S	S	E	M	E	L	E	R

### Grilles de sudoku

<i>Facile</i>									<i>Moyen</i>								
		1		4	3			7				4	5		7		8
6			1	7		9				9	8	2					
		4	8		5	3						1				3	4
5		9	2	1		4									1	7	
	6							5			9	7			5	4	
		2		3	6	7		9			4	6					
		6	4		7	1					7	1			6		
		5		2	9									2		9	1
9			6	5		8					5	9		1	4		
<i>Difficile</i>									<i>Expert</i>								
3								9			5						7
		6				4	3					9		1	3		8
	9						4	5				2	6	7			
			2				9	3			7	3	5				
	2		9	5	7		1						6				
	6	1			8										7	8	4
	5	9					8							4	2	6	
		8	4			5					6			7	3		1
6								7			1						9

### Rappel des règles

Remplir chaque carré de 9 cases par des chiffres allant de 1 à 9. Aucun de ces chiffres ne doit apparaître deux fois dans la même case, la même ligne ou la même colonne.

### Solution sudoku d'hier

<i>Facile</i>									<i>Moyen</i>										
7	6	5	3	4	2	8	9	1			9	6	7	3	1	8	4	5	2
1	9	3	7	8	6	4	5	2			1	4	3	5	6	2	9	8	7
8	4	2	1	5	9	3	6	7			5	2	8	7	4	9	1	3	6
2	5	4	9	3	8	7	1	6			7	1	2	4	5	3	6	9	8
9	3	1	5	6	7	2	4	8			8	9	4	2	7	6	5	1	3
6	8	7	2	1	4	5	3	9			3	5	6	8	9	1	2	7	4
3	1	6	8	2	5	9	7	4			6	7	9	1	8	4	3	2	5
4	2	9	6	7	3	1	8	5			4	3	5	9	2	7	8	6	1
5	7	8	4	9	1	6	2	3			2	8	1	6	3	5	7	4	9
<i>Difficile</i>									<i>Expert</i>										
8	7	3	9	4	2	6	1	5			2	5	8	6	3	1	9	7	4
9	6	5	7	8	1	2	3	4			7	3	4	2	9	5	1	8	6
1	4	2	6	5	3	8	7	9			6	9	1	7	8	4	2	5	3
4	2	7	8	3	9	1	5	6			5	2	7	1	6	3	4	9	8
5	8	1	2	6	4	3	9	7			4	1	9	8	5	7	6	3	2
6	3	9	1	7	5	4	2	8			3	8	6	9	4	2	5	1	7
7	1	6	3	9	8	5	4	2			8	4	2	5	7	9	3	6	1
3	5	8	4	2	7	9	6	1			9	7	3	4	1	6	8	2	5
2	9	4	5	1	6	7	8	3			1	6	5	3	2	8	7	4	9

# Sport

Copa America

## Après la Colombie, l'Argentine fait faux bond



Deux semaines du coup d'envoi théorique de la Copa America (13 juin-10 juillet), Neymar, Lionel Messi et les autres stars du football sud-américain ne savent plus où elle aura lieu, après le retrait lundi de l'Argentine en raison de la pandémie de Covid-19.

Dix jours après la Colombie, c'est au tour de l'Argentine de faire défaut à la Conmebol, la Confédération sud-américaine de football, pour organiser la Copa America qui devait initialement avoir lieu en 2020 avant d'être reportée d'un an, comme les autres événements sportifs majeurs (Euro, Jeux olympiques), en raison du Covid. "La Conmebol informe qu'au vu des circonstances actuelles, elle a décidé de suspendre l'organisation de la Copa America en Argentine", a-t-elle annoncé

dans un bref communiqué.

La Conmebol a perdu en un peu plus d'une semaine les deux nations qui devaient co-organiser son rendez-vous phare: la Colombie, d'abord, en raison des troubles sociaux qui ont fait des dizaines de morts dans le pays et maintenant l'Argentine, en proie à une forte progression des contaminations au coronavirus.

L'Argentine, pourtant folle de ballon rond et passionnée par les exploits de son équipe nationale emmenée par le superstar Lionel Messi, avait commencé depuis quelques jours à préparer le terrain en vue de son retrait. La ministre de la Santé, Carla Vizzotti, avait prévenu des difficultés d'une telle organisation alors que le pays de 45 millions d'habitants traverse la période la plus critique de la pandémie avec plus de 41.000 personnes

infectées pour la seule journée de jeudi.

Depuis le début de la pandémie, l'Argentine a recensé 3,7 millions de cas positifs et 77.000 décès. Dans ce contexte, la Copa America est devenue pour beaucoup d'Argentins un risque majeur avec la venue de dix sélections sud-américaines formées de joueurs évoluant dans le monde entier. Selon un sondage publié vendredi, 70% des Argentins étaient opposés à ce que leur pays organise le tournoi, même si les autorités avaient prévu de mettre en place un protocole sanitaire strict, en limitant notamment la taille des délégations. Il faut maintenant à la Conmebol trouver un pays désireux d'accueillir en dernière minute le tournoi dans un contexte sanitaire compliqué et ayant les capacités à le faire.

Dans son communiqué, la confédé-

ration sud-américaine assure avoir des solutions de rechange, sans donner plus de précisions. Elle a simplement précisé qu'elle analysait "l'offre d'autres pays qui ont manifesté leur intérêt pour accueillir le tournoi continental".

Parmi les options possibles, le Chili, comme récemment mentionné par un responsable de la Conmebol, l'Argentin Gonzalo Beloso, le Venezuela ou encore l'Équateur. Mais en fin de semaine dernière, la presse spécialisée s'était fait l'écho d'une piste... américaine. Les États-Unis, où la crise sanitaire est sous contrôle en raison du fort taux de vaccination, ont déjà accueilli la Copa America, en 2016, et ont les capacités en termes de stades d'accueillir l'événement.

Ils organisent du reste cet été déjà la Gold Cup, la compétition-phare de la Concacaf (Amérique du nord, Amé-

rique centrale et Caraïbes).

A moins que la Copa 2021 ne soit purement et simplement annulée. Certains joueurs, et non des moindres, commencent à faire part de leur opposition à la tenue du tournoi. "Je suis frappé par le fait que la Copa America se joue malgré la situation actuelle", a ainsi déclaré Luis Suárez, tout juste sacré champion d'Espagne avec l'Atletico Madrid, de retour en Uruguay pour disputer les 3 et 8 juin deux matches de qualification pour la Coupe du monde 2022 au Qatar.

Son compatriote Edinson Cavani est encore plus remonté: "C'est une terrible irresponsabilité que tout soit fait pour disputer ces matches de qualification et la Copa America. Rien dans la situation sociale n'a d'importance ici, pas même les risques liés au virus", a-t-il assénés.

## Zidane explique avoir quitté le Real Madrid faute de "confiance" de la part du club



rection du club. "Je m'en vais car je sens que le club ne me donne pas la confiance dont j'ai besoin, ne m'offre pas le soutien (nécessaire) pour construire quelque chose à moyen ou long terme", a écrit "Zizou" dans une lettre ouverte publiée par le quotidien sportif As. "Je connais le football et je connais l'exigence d'un club comme le Real. Je sais que quand tu ne gagnes pas, tu dois t'en aller. Mais (...) tout ce que j'ai construit au quotidien, ce que j'ai apporté dans la relation avec les joueurs (...) a été oublié", a-t-il encore estimé. "J'aurais aimé que ces derniers mois, ma relation avec le club et avec le président (Florentino Perez) eut été un peu différente de celle des autres entraîneurs. Je ne demandais pas des privilèges, bien sûr, mais un peu de mémoire", a poursuivi Zidane, qui a réalisé l'exploit de gagner trois Ligues des champions consécutives (2016, 2017, 2018) avec le club merengue lors de son premier passage sur le banc.

Après un second mandat moins éclatant que le premier, et une saison vierge de titre, "Zizou", qui avait été rappelé par le club à la rescousse en mars 2019, à peine neuf mois après son départ, a décidé la semaine dernière de mettre un terme à l'histoire d'amour le liant au club madrilène.

Lex-entraîneur français du Real Madrid, Zinedine Zidane, a expliqué lundi dans une lettre ouverte avoir décidé de quitter le club madrilène la semaine dernière en raison d'un manque de "confiance" à son égard de la part de la di-

## Thierry Henry de retour dans l'équipe de Belgique comme adjoint de Martinez

L'ancien international français Thierry Henry va faire son retour au sein de l'encadrement de l'équipe de Belgique de football à l'occasion de l'Euro (11 juin-11 juillet), a annoncé dimanche la Fédération belge (RBFA) sur les réseaux sociaux. "Affaire en cours: nous accueillons Thierry Henry dans le personnel pour l'Euro-2020", peut-on lire sur les pages Facebook et Instagram "Belgian Red Devils", comptes officiels consacrés à l'actualité des Diables Rouges.

Aucune précision n'a encore été apportée par la RBFA, mais selon la presse belge, Henry, 43 ans, fera partie du staff technique et retrouvera le poste d'adjoint de Roberto Martinez qu'il avait occupé entre 2016 et 2018. L'ancien joueur de Barcelone et d'Arsenal était sans club depuis le 25 février, date de sa démission de son poste d'entraîneur de Montréal, dans le championnat nord-américain de football (MLS) pour des raisons essentiellement familiales.

Depuis qu'il a quitté la sélection belge, Henry, sacré champion du monde 1998 et champion d'Europe 2000 avec les Bleus, n'a guère convaincu dans le rôle d'entraîneur. Pour sa première expérience, il avait d'abord échoué à Monaco, l'un de ses anciens clubs, qui l'avait limogé après seulement trois mois en fonction début 2019.

Depuis son premier passage chez les Diables Rouges, Henry n'avait jamais vraiment été remplacé au sein de l'équipe de Belgique où le très discret Ecossois Shaun Maloney avait enfilé le costume d'entraîneur adjoint.

L'Espagnol Roberto Martinez ainsi que les joueurs belges, dont le buteur Romelu Lukaku, n'ont jamais caché leur plaisir de travailler avec le Français qui était plus particulièrement en charge d'encadrer les attaquants. "Thierry a cette expérience qui me permet de sans cesse progresser. Son départ va laisser un vide", avait regretté Lukaku en 2019 après l'annonce du départ d'Henry.

Henry est avec 51 buts en 123 sélections le meilleur buteur de l'histoire de l'équipe de France. Il est aussi le buteur le plus prolifique de l'histoire d'Arsenal avec 228 réalisations. Il compte aussi à son palmarès deux titres de champion d'Angleterre en 2002 et 2004, saison que les "Gunners", surnommés les "Invincibles", avaient fini sans connaître la défaite, sous les ordres d'Arsène Wenger.

La Belgique, 3ème du dernier Mondial, en 2018, fait partie des équipes favorites pour le titre européen. Elle affrontera en phase de poules dans le groupe B la Russie (12 juin), le Danemark (17 juin) et la Finlande (21 juin).

Chassé-croisé en tête du championnat

# Le Raja ravit le fauteuil de leader au WAC

**D**imanche après-midi, à l'occasion de la 21<sup>ème</sup> journée de la Botola Pro, on a eu droit à la version moins sexy du WAC. Un WAC, en manque d'efficacité et d'inspiration, confirmant ainsi sa forme en dents de scie. Certes, les demi-finalistes de la ligue des champions n'ont pas tout le temps eu le ballon (47%), mais quand ils l'ont eu, ils n'ont pas vraiment su quoi en faire. Accrochés (0-0) par un FUS volontaire et entreprenant, Benzarti et ses hommes ne peuvent s'en prendre qu'à eux mêmes.

Ce déplacement à Rabat devait consolider la place de leader du Wydad et mettre la pression sur son meilleur ennemi, le Raja de Casablanca (2<sup>ème</sup>). Mais ce matin, aucun de ses objectifs n'a été atteint. Pis, les Rouge et Blanc ont cédé leur fauteuil. La faute à une efficacité qui frise le néant. Sur les 9 tirs tentés par le WAC, aucun n'a été cadré. Ayoub El Kaabi illustre parfaitement cette absence de réalisme. Depuis le début

de la saison, l'avant-centre international (9 sélections) comptabilise sept réalisations, alors qu'il aurait pu en être à une douzaine. Pure fiction. A ce niveau d'imprécision, les dirigeants du WAC devraient demander une dérogation pour agrandir les cages adverses.

El Kaabi n'est évidemment pas l'unique responsable de ce constat d'échec. Il est partagé entre le coach tunisien qui a du mal à se renouveler tactiquement et à redonner un nouvel élan à une équipe en claire perte de vitesse, mais aussi à un groupe qui ne respire guère la sérénité. Les langages corporels des uns et des autres en disent long sur la nervosité qui sévit dans l'effectif. Sans sérénité, la précision n'a logiquement pas été au rendez-vous (73% de passes réussies) avant-hier. Et la créativité encore moins (0,42 en Xg). Bref, à la différence du FUS qui a été très entreprenant par le biais de Zerhouni (4'), ou encore Maouhoub (32'), le Wydad a totalement raté sa sortie dominicale et offert la place de leader



sur un plateau en or au Raja.

Les Verts, désormais leaders, accueilleraient sur le pelouse du Complexe Mohammed V, l'autre équipe de la capitale, les FAR de Rabat. Une opposition quelque peu brouillonne, mais d'un engagement et d'une intensité rares dans notre championnat. On en est pas encore au football total, mais presque. Dans ce classico, Sven Vandenbroeck et ses protégés ont eu la bonne idée de ne pas se recroqueviller devant leurs cages, préférant jouer crânement leurs chances. En dépit d'une défaite somme toute logique (3-2), l'état d'esprit affiché est tout à leur honneur. Ils n'ont jamais rien lâché, quand bien même le scénario du match s'y prêtait.

Après l'ouverture du score sur corner de Rabie Hrimat (28'), le Raja a égalisé (32') grâce au goleador de la Botola, Ben Malongo (13 buts), dont l'efficacité et la science du placement tranchent avec Ayoub El Kaabi, pour ne citer que lui. Au retour des vestiaires, Rahimi donna

l'avantage aux siens (49'), bien aidé par Lakrad, le portier adverse. Les hommes de Lassaad Chabbi étaient tout en maîtrise jusqu'à la bourde d'Anas Zniti dont la sortie ratée a offert un penalty logique aux FAR, transformé sans trembler par Reda Slim (76').

Le dernier quart d'heure de la rencontre a été étouffant. Sur un fil, le match aurait pu basculer d'un côté comme de l'autre, mais c'est le Raja qui a été récompensé de sa mainmise en termes de possession (57%) et de tentatives (11 dont 6 tirs cadrés). Puisqu'à une minute de la fin du temps réglementaire, Mahmoud Benhalib (89<sup>e</sup> s.p) redonnait l'avantage et la place de leader aux Verts, après une énième bourde de Lakrad, le gardien des FAR (3<sup>ème</sup>) qui ont certainement dit adieu à tout espoir de titre. L'espoir d'une qualification continentale renaît, en revanche, du côté du MCO (5<sup>ème</sup>), vainqueur (3-2) d'un Chabab Mohammedia aux problèmes défensifs récurrents et qui s'approche dangereusement de la

zone rouge. Les joutes africaines, le MAT de Tétouan (6<sup>ème</sup>) peut encore les envisager, lui qui s'est imposé (2-1) à domicile face au Hassania d'Agadir (8<sup>ème</sup>).

Chady Chaabi

## Efficacité et inefficacité par les chiffres

Club	Buts	Cartons jaunes	Cartons rouges
A. Rabat (1 <sup>er</sup> )	11	10	0
A. Casablanca (2 <sup>ème</sup> )	10	12	0
A. Marrakech (3 <sup>ème</sup> )	9	11	0
A. Agadir (4 <sup>ème</sup> )	8	10	0
A. Fes (5 <sup>ème</sup> )	7	11	0
A. Tanger (6 <sup>ème</sup> )	6	10	0
A. Meknes (7 <sup>ème</sup> )	5	10	0
A. Safi (8 <sup>ème</sup> )	4	10	0
A. Beni Mellal (9 <sup>ème</sup> )	3	10	0
A. Oujda (10 <sup>ème</sup> )	2	10	0
A. Beni Ouzou (11 <sup>ème</sup> )	1	10	0
A. Tétouan (12 <sup>ème</sup> )	0	10	0

## Rencontre scientifique à l'IRFC sur la gouvernance dans les clubs sportifs professionnels



**L**a gouvernance dans les clubs sportifs professionnels au Maroc : tel est le thème d'une rencontre scientifique organisée, vendredi au Centre national des sports Moulay Rachid à Salé, par les étudiants du master spécialisé "Management et gouvernance du sport".

Cette rencontre, qui s'inscrit dans

le cadre des activités culturelles de l'Institut Royal de formation de cadres (IRFC), a été animée par Hamza El-Hajoui, secrétaire général du FUS de Rabat, président délégué de la section football et premier vice-président de la Fédération Royale marocaine de football, indique l'IRFC dans un communiqué. La rencontre a été ainsi l'occasion de mettre en relief l'importance

accrue du sport dans les économies mondiales, notamment avec le développement extraordinaire de l'industrie du spectacle accentué par les recettes générées grâce aux droits de retransmission. M. El Hajoui a démontré cette idée à travers la comparaison entre le mode de management d'une entreprise privée et celui d'un club sportif, en soulignant l'importance d'instaurer les principes de bonne gouvernance dans la gestion des affaires sportives au Maroc.

Il a, par ailleurs, soulevé l'un des paradoxes du système sportif, à savoir que toute la lumière est focalisée sur le joueur et l'entraîneur, en oubliant que la pierre angulaire du succès d'un projet sportif est intimement liée au profil du dirigeant en termes d'efficacité, de personnalité, d'expérience et de maîtrise des compétences indispensables pour manager un club sportif, notamment durant les périodes de crise que peut traverser un club. Il faut respecter trois déterminants dans la gouvernance d'un club sportif, à savoir le salary-cap (le plafond des salaires à ne

pas dépasser), le fair-play financier et enfin la nécessité d'une direction nationale veillant au contrôle de gestion, a-t-il expliqué, ajoutant que trois éléments constituent les clés du succès de la gestion d'un club sportif, à savoir la confiance, l'instauration des principes de la bonne gouvernance et la stabilité.

A cet effet, le secrétaire général du FUS a passé en revue les différentes étapes de développement du club, à travers sa structure organisationnelle, ses équipements sportifs, administratifs et éducatifs, et aussi la stratégie adoptée, basée sur une politique de formation qui se traduit par l'inauguration de l'Académie du FUS, en 2015, devenue un réel vivier pour les différentes équipes nationales de jeunes, indique le communiqué.

En plus de son rôle de détection des talents, l'école de football ouverte aux enfants, et qui compte 2.700 adhérents, joue un rôle social de promotion du football notamment dans les quartiers populaires de la capitale, a-t-il précisé. De leur côté, les étudiants du

master ont soulevé des questions concernant les difficultés du passage d'une association amateur à une société anonyme, le mode de gestion d'un club professionnel, les conditions de réussite du projet "sport-étude" et la gestion des crises, en particulier avec les répercussions néfastes de la pandémie Covid-19 sur le football.

Le directeur par intérim de l'IRFC, Amine Arfaoui, a, pour sa part, souligné l'importance de ces rencontres scientifiques qui permettent aux étudiants de connaître de près les contraintes et enjeux du management des organisations sportives, et aussi de prospecter les voies susceptibles de consolider les liens de coopération entre les deux institutions ayant en commun le développement du sport national. Le communiqué rappelle que le club du FUS de Rabat, section football, a pu réaliser depuis 2010 de bons résultats, en remportant la Coupe de Trône au titre des années 2010 et 2014, ainsi que la Coupe d'Afrique de la CAF et son premier titre de champion du Maroc en 2016.

Discute-t-on les ordres de Napoléon? J'avais 15 ans. Les Humanités anciennes, grec et latin, étaient le nec plus ultra à l'époque. Elles permettaient de considérer de haut les pauvres matheux qui croyaient, les innocents, que l'univers se réduisait à une formule mathématique et de les écraser lors des discussions sous un proverbe latin ou un vers d'Homère. A la sortie du secondaire, vers quelle filière allais-je m'orienter? Sous l'influence de Pétrus et de mes lectures archéologiques, je répondais sans hésiter:

- Je veux étudier le sanscrit. Pourquoi le sanscrit? Je savais seulement que c'était la langue sacrée de l'Inde. La réponse n'était pas dénuée d'un calcul sournois. J'étais certain qu'on ne trouverait personne pour me l'enseigner à Bruges. Ainsi, j'échapperais à la férule maternelle et gagnerais une prestigieuse université. J'avais envoyé des demandes de dossiers à Heidelberg, Oxford, Cambridge, la Sorbonne. Prononcer ces noms me plongeait dans le ravissement jusqu'au moment où j'appris par retour du courrier le prix des inscriptions. Quand j'eus converti les livres et les marks en francs belges: « Exclu », décréta ma mère. Elle sentait que son fils n'allait pas tarder à quitter la ville et, sans vraiment refuser, ne favorisait pas non plus mes démarches. Alors la Sorbonne me dis-je. Elle ne coûtait pas cher du tout. Je vivrais au Quartier latin avec des Françaises déléguées aux che-



veux dénoués (le comble de la mauvaise tenue pour ma mère) entre le Louvre, Notre-Dame et des bistrotiers où on servait un excellent vin à des prix très raisonnables. Mais il y avait un feuillet à la fin du dossier que j'avais négligé de lire: «Vu votre appartenance géographique, vous êtes rattaché à l'Université de Lille ou de Nanterre dans la banlieue parisienne. Apprendre le sanscrit à Lille ou à Nanterre? Mes professeurs, mes parents, ma sœur

ainée si raisonnable déclenchèrent bientôt une contre-attaque tous azimuts. Combien faut-il de professeurs de sanscrit à Namur, Liège ou Courtrai? Pourquoi ne pas commencer par l'anglais comme tout le monde? Là au moins, il y avait des débouchés. Oui mais l'anglais, on l'enseignait à Bruges.

Et moi je voulais m'échapper. Je trouvais une parade: je voulais faire une spécialisation en lettres américaines qui n'était assurée qu'à

Bruxelles. Pétrus y avait déjà obtenu une bourse et ma mère y possédait des appartements, je n'aurais même pas de loyer à payer. Et voilà comment un candidat zoologiste, un candidat sanscritiste devint un banal étudiant en anglais. Dans la capitale de l'Europe quand même. Cependant que Pétrus, bien moins influençable, continuait ses études de Sumer et Babylone comme il l'avait décidé dès 12 ans. Et bien qu'on n'ait pas plus besoin d'un professeur de sumérien à Hasselt, Furnes ou Zeebruges que d'un professeur de sanscrit.

Ta mère semblait s'être résignée à l'inévitable départ. Elle fit refaire l'appartement dans le quartier de l'université, remplit à ras bord un grand frigo tout neuf. Ton père vint y bricoler, installer des étagères pour tes livres déjà fort nombreux. Le relatif calme maternel me rassurait. Si elle ne tolérait toujours aucune opposition à sa parole d'évangile, elle n'avait plus de crises de nerfs.

Neurasthénie, hystérie, dépression, mélancolie couvaient peut-être mais ne se manifestaient plus guère. Elle pleura abondamment quand je m'installai pour de bon à Bruxelles. Après m'avoir convulsivement serré dans ses bras, elle franchit le seuil, gagna le palier et me laissa à jamais l'image de son dos dans un manteau marron, les épaules secouées de sanglots. Je l'imaginai ensuite, seule dans le train pour les Flandres, le regard vide, les

yeux rougis, la moue amère. La douleur des mères.

Elle n'abat pas longtemps les jeunes gens. Enfin libre dans la capitale, j'allais m'attaquer sans plus tarder à mon problème le plus sérieux: cet encombrant pucelage qui ne se révéla pas si facile à perdre. Mes atouts: je vivais dans une grande ville, j'avais gagné quelques médailles d'athlétisme dont j'étais très fier à l'époque et que je ne manquais jamais d'exhiber pour impressionner les filles (avant de comprendre qu'elles se fichaient complètement que je coure plus vite que les autres). Je parlais volontiers en anglais en adoptant des intonations «BBC speaker» que je trouvais extrêmement distinguées. Hélas, mes handicaps, eux, étaient bien plus nombreux. Un accent (que j'ai perdu en deux mois) dû à mon long séjour en Flandre. Une timidité - héritage paternel, merci papa - qui me faisait rougir et bafoiller dès qu'une fille s'approchait à moins de trois mètres. Un eczéma qui ne cédaît que l'été - héritage maternel, merci maman - soigneusement dissimulé sous les vêtements mais comment le cacher quand je me retrouverais nu avec ma belle, nous n'allions quand même pas faire l'amour dans l'obscurité! Enfin je n'oubliais pas que j'étais un clou du ceruciel de ma mère dès que je la quittais ou la contredisais. Avec un tel viatique, bonne chance, mon petit Olivier.

(A suivre)

## Recettes

### Cordons bleus au four

#### Ingrédients :

4 escalopes de poulet  
2 tranches dinde fumée  
120 g de gruyère, comté ou tomme  
2 œufs  
50 g de farine  
60 g de chapelure  
Poivre du moulin  
Huile de colza

#### Les étapes :

Aplatissez les escalopes de poulet en vous aidant d'un rouleau à pâtisserie si besoin. Coupez les tranches de dinde fumée en deux et détaillez le fromage en tranches.

Fouettez les œufs puis versez-les dans une assiette creuse. Déposez la farine dans un second récipient avant

de l'assaisonner. Enfin, mettez la chapelure dans une assiette.

Dans chaque escalope de poulet, déposez une demi-tranche de dinde fumée ainsi que le fromage puis refermez le tout en pliant les escalopes en deux. Plongez les escalopes de poulet dans les œufs battus puis roulez-les dans la farine et la chapelure. Répétez l'opération puis réservez au réfrigérateur pendant 30 minutes.

Préchauffez le four à 180 °C. Déposez les cordons bleus sur une plaque de cuisson chemisée d'un papier sulfurisé et arrosez-les d'un filet d'huile d'olive.

Enfournez les cordons bleus pour 15 à 20 minutes de cuisson.



### En Floride, un concert à 18 dollars avec vaccin, 1.000 dollars sans



Pour assister au concert du groupe Teenage Bottlerocket prévu le 26 juin à Saint Petersburg, en Floride, il vous faudra déboursier 18 dollars - mais attention, dans l'éventualité où vous n'êtes pas vaccinés contre la Covid-19, le ticket vous coûtera... 999,99 dollars.

Leadfoot Promotions, l'entreprise qui s'occupe de la promotion de l'événement, présente le prix de la place à 18 dollars comme un rabais, octroyé uniquement contre présentation de la carte de vaccination à l'entrée du concert.

"Nous ne vous disons pas ce que vous devez faire, nous avons pris une décision commerciale, et

nous laissons le marché décider", explique-t-elle sur son site web.

"Si quelqu'un vient sans être vacciné, il va faire peur à un grand nombre de clients, et devra donc payer la différence", justifie l'entreprise. "Je voulais également que ce soit une incitation à se faire vacciner pour que ceux qui hésitent, n'hésitent plus", a affirmé à la chaîne locale KAKE l'homme à l'origine de l'idée, Paul Williams, de Leadfoot Promotions.

"Je voulais que les gamins qui souhaitent aller aux concerts aillent se faire injecter" le vaccin, a-t-il déclaré. Selon Paul Williams, la réaction de la scène musicale locale a été "abondamment positive". Mais

des anti-vaccins ont obtenu son numéro de téléphone et l'ont inondé de messages indésirables, a-t-il affirmé à KAKE.

Depuis le 19 avril, tous les adultes aux Etats-Unis sont éligibles à recevoir le vaccin. Et les adolescents à partir de 12 ans peuvent désormais aussi être vaccinés.

Plus de 166 millions de personnes, soit un peu plus de 50% de la population américaine, ont reçu au moins une dose, tandis que 40% sont entièrement vaccinés.

Le président Joe Biden a fixé comme objectif que 70% des adultes du pays aient reçu au moins une dose avant la fête nationale du 4 juillet.